



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU BENIN
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BENIN 2020



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU BENIN
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BENIN 2020

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
AVANT-PROPOS.....	6
RESUME.....	8
INTRODUCTION.....	10
1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	13
1.1. Balance des biens.....	14
1.2. Balance des services.....	22
1.3. Compte de revenu primaire.....	24
1.4. Compte de revenu secondaire.....	25
2. COMPTE DE CAPITAL.....	26
3. COMPTE FINANCIER.....	27
3.1. Investissements directs.....	27
3.2. Investissements de portefeuille.....	28
3.3. Autres investissements.....	29
4. CAPITAUX MONETAIRES.....	30
4.1. Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	30
4.2. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts.....	31
4.3. Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions monétaires.....	31
5. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	32
5.1. Variation de la Position Extérieure Globale.....	33
5.2. Ventilation géographique de la position extérieure globale.....	33
6. DETTE EXTERIEURE BRUTE TOTALE.....	34
6.1. Encours de la dette extérieure brute totale.....	34
6.2. Composition de la dette extérieure brute totale.....	35
CONCLUSION.....	36
ANNEXES.....	38
Annexe 1 : Balance des Paiements 2020 (optique BCEAO).....	39
Annexe 2 : Balance des paiements 2020 en termes de transactions (Présentation standard).....	41
Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2020.....	52
Annexe 4 : Répartition des investissements directs reçus par secteur d'activités (flux nets).....	57
Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2020.....	59
Annexe 6 : Evolution des exportations en 2020.....	61
Annexe 7 : Evolution des importations en 2020.....	64
Annexe 8 : Ventilation géographique de la Position Extérieure Globale du Bénin en 2020.....	67
Annexe 9 : Composition de la dette extérieure brute totale du Bénin.....	68

LISTE DES ENCADRES, GRAPHIQUES ET TABLEAUX

ENCADRES

Encadré 1 : Composantes des comptes extérieurs selon le MBP6.....	7
Encadré 2 : Prise en compte des résultats du rebasage des comptes nationaux.....	16
Encadré 3 : Taux de fret utilisé pour le passage des importations CAF à FAB.....	23
Encadré 4 : Principales initiatives publiques en rapport avec les recommandations des rapports antérieurs.....	37

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance économique réel entre 2012 et 2020.....	11
Graphique 2 : Evolution comparée de la balance courante et de la balance des biens et services entre 2009 et 2020.....	14
Graphique 3 : Evolution de la balance commerciale et de ses composantes entre 2009 et 2020.....	14
Graphique 4 : Structure des exportations officielles en 2019 et en 2020.....	17
Graphique 5 : Evolution de la production de coton graine et du prix d'achat aux producteurs depuis la campagne 2012-2013.....	17
Graphique 6 : Evolution des ventes extérieures de la noix d'anacarde entre 2012 et 2020.....	18
Graphique 7 : Destination des exportations par zone géographique en 2019 et en 2020.....	19
Graphique 8 : Structure des importations (CAF) en 2019 et en 2020.....	20
Graphique 9 : Origine des importations par zone géographique en 2019 et en 2020.....	21
Graphique 10 : Ventilation géographique de la PEG en 2020.....	33
Graphique 11 : Poids de l'Administration publique dans la dette extérieure brute totale du Bénin....	35

TABLEAUX

Tableau 1 : Solde de la balance des paiements (Optique BCEAO).....	9
Tableau 2 : Evolution du solde des transactions courantes.....	13
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale.....	15
Tableau 4 : Evolution des exportations de biens de 2017 à 2020.....	15
Tableau 5 : Evolution des importations de biens (base FOB) de 2017 à 2020.....	20
Tableau 6 : Evolution du solde de la balance des services et de ses composantes de 2017 à 2020.....	22
Tableau 7 : Evolution du poste « transports » de 2017 à 2020.....	22
Tableau 8 : Evolution du poste « voyages » de 2017 à 2020.....	23
Tableau 9 : Evolution du poste « autres services » de 2017 à 2020.....	24
Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire et de ses composantes de 2017 à 2020...24	
Tableau 11 : Evolution de la balance des revenus des investissements et de ses composantes de 2017 à 2020.....	25
Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire et de ses composantes de 2017 à 2020..	25
Tableau 13 : Evolution des opérations en capital de 2017 à 2020.....	26
Tableau 14 : Evolution du compte financier de 2017 à 2020.....	27
Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale de 2017 à 2020 ..	30
Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires.....	31
Tableau 17 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux.....	31
Tableau 18 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin.....	32
Tableau 19 : Evolution de la dette extérieure brute du Bénin.....	34

SIGLES ET ABREVIATIONS

AID	: Association Internationale de Développement
AMF-UMOA	: Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine
APUC	: Administration Publique Centrale
ATC	: Autres Titres de Créances
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CAA	: Caisse Autonome d'Amortissement
CAF	: Coûts, Assurances et Frets
CEDEAO	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
DGAE	: Direction Générale des Affaires Economiques
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
FAD	: Fonds Africain de Développement
FAGACE	: Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB/FAB	: Free On Board / Franco à bord
IDE	: Investissements Directs Etrangers
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INStad	: Institut National de la Statistique et de la Démographie
INSEE	: Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
ISBLSM	: Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages
MBP6	: Sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PAG	: Programme d'Actions du Gouvernement
PEG	: Position Extérieure Globale
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
SIFIM	: Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés
TEC	: Tarif Extérieur Commun
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
USAID	: Agence Américaine pour le Développement International

AVANT-PROPOS

Les comptes extérieurs du Bénin sont établis selon les principes de la sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI), adopté en 2008 et mis en vigueur dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) dès 2012, pour l'élaboration des comptes de l'année 2011. Depuis lors, les éditions de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (PEG) du Bénin bénéficient des enseignements tirés de la refonte du dispositif d'élaboration des comptes extérieurs de la BCEAO.

En effet, à la faveur de l'adoption de la sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6), la BCEAO a entièrement révisé son dispositif pour l'adapter à l'environnement des pays de l'UEMOA et aux normes internationales. Outre les changements introduits par le MBP6, la refonte a consisté à améliorer le système de collecte et d'analyse des données. Les principaux points d'amélioration ont porté sur (i) la ventilation géographique, (ii) la répartition par branche d'activité des données et (iii) la prise en compte des données de certaines institutions régionales, notamment la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF), le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE).

Les comptes extérieurs de l'année 2020 ont été également enrichis des résultats de l'enquête ad hoc sur les Investissements Directs Etrangers (IDE), ainsi que des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données des échanges intra-UEMOA, dont la quinzième réunion s'est tenue par téléconférence via Google Meet les 13 et 14 septembre 2021.

Enfin, les comptes extérieurs ont été mis en conformité avec les résultats du rebasage des comptes nationaux, réalisé par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (Cf. encadré 2).

Encadré 1 : Composantes des comptes extérieurs selon le MBP6

1. La balance des paiements

Les composantes types sont réparties en trois grandes catégories : **le compte des transactions courantes, le compte de capital et le compte financier.**

1.1. Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre les entités résidentes et non-résidentes. Les concepts de revenus primaires et de revenus secondaires, introduits par le MBP6, sont plus compatibles avec les comptes nationaux. Les revenus primaires présentent des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants.

1.2. Le compte de capital

Le compte de capital présente les écritures relatives aux actifs non financiers non produits (terrains vendus aux ambassades, ventes de baux et de licences, etc.) ainsi que les transferts en capital.

La somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Il est théoriquement égal au solde du compte financier, aux erreurs et omissions près.

1.3. Le compte financier

Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après :

- ✓ **les investissements directs** confèrent un contrôle ou une influence importante sur une unité économique non résidente. Ils tendent à être associés à une relation durable ;
- ✓ **les investissements de portefeuille** regroupent les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de participation ou de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserve ;
- ✓ **les dérivés financiers et options sur titres des salariés** autres que les réserves ;
- ✓ **les autres investissements** sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
- ✓ **les avoirs de réserves** sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes afin d'influer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

2. La Position Extérieure Globale (PEG)

La PEG décrit, à un moment donné, la différence entre la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. Le MBP6 distingue dans la PEG un compte pour les autres changements des actifs et passifs financiers ou « Autres flux ». Ce compte retrace les changements de volume pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de change) ou des reclassifications qui impactent la PEG.

RESUME

En 2020, les échanges extérieurs du Bénin se sont déroulés dans un contexte international marqué par des incertitudes liées à la pandémie de Covid-19 et aux tensions commerciales qui ont affecté la progression de l'activité économique mondiale. Au plan interne, la dynamique économique s'est traduite par la réalisation d'un taux de croissance économique estimé à 3,8% contre 6,9% en 2019 grâce aux performances du secteur agricole (produits d'exportation et production vivrière) et à la mise en œuvre satisfaisante du Programme d'Actions du Gouvernement en dépit du contexte engendré par la pandémie de Covid-19. Le solde global de la balance des paiements s'est ressenti de cet environnement, en affichant un excédent de 306.937,9 millions¹ en 2020.

Le déficit structurel de la balance des transactions courantes s'est fortement réduit en ressortant à 157.337,6 millions en 2020, contre 337.269,1 l'année précédente. Cette évolution s'explique par une diminution du déficit de la balance des biens et celui des services, dont les effets ont été modérés par la progression du déficit du revenu primaire.

En effet, le déficit de la balance des biens a reculé de 170.704,4 millions par rapport à 2019, en liaison avec une diminution plus importante des importations de biens comparativement aux exportations de biens. Cette évolution est en relation avec l'évolution de la conjoncture économique durant l'année 2020.

Quant au déficit des services nets, il a diminué de 1.923,1 millions, en se situant à 160.507,0 millions en 2020 contre un déficit de 162.430,1 millions en 2019. La réduction du déficit des services s'explique par la baisse du fret en relation avec la diminution des importations de biens.

En ce qui concerne le revenu primaire, son déficit s'est accentué de 28.216,5 millions pour se situer à 69.698,2 millions en 2020 en relation avec les intérêts payés sur les titres de créance, les autres investissements et la dette publique.

Par ailleurs, l'excédent du revenu secondaire est ressorti à 162.594,5 millions en 2020 contre 127.074,2 millions une année plus tôt, grâce à la solidarité internationale.

L'excédent du compte de capital s'est inscrit en repli de 15.801,1 millions, en s'établissant à 100.503,0 millions au cours de l'année sous revue contre 116.304,1 millions en 2019, en liaison avec la conjoncture internationale difficile.

Dans ces conditions, l'exécution des échanges avec l'extérieur s'est soldée par un besoin de financement de 56.834,6 millions entièrement couvert par les opérations financières. Le compte financier affiche ainsi un passif net de 361.756,3 millions.

S'agissant de la Position Extérieure Globale (PEG), elle dégage un passif financier net de 2.974.227,7 millions au 31 décembre 2020 contre 2.974.804,5 millions au 31 décembre 2019. Les variations nettes induites par les autres changements d'actifs et de passifs se sont élevées à 55.035,1 millions, imputables essentiellement aux variations du taux de change sur l'encours de la dette extérieure et sur les droits de tirage spéciaux.

Ces différentes évolutions sont retracées sur le tableau de synthèse fourni ci-après :

¹ Sauf mention contraire, l'unité est le FCFA.

Tableau 1 : Solde de la balance des paiements (Optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

Libellé du poste	2017	2018	2019	2020
Compte des transactions courantes	-308 345,9	-360 387,4	-337 269,1	-157 337,6
Biens et services	-408 501,9	-456 047,3	-422 861,5	-250 233,9
Biens	-199 524,0	-308 605,5	-260 431,4	-89 727,0
Marchandises générales, base balance des paiements	-212 687,9	-315 797,5	-269 103,4	-98 208,0
<i>dont : Réexportations</i>	901 043,0	928 631,2	841 261,0	739 114,7
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0	0,0
Or non monétaire	13 163,9	7 192,0	8 672,0	8 481,0
Services	-208 977,9	-147 441,9	-162 430,1	-160 507,0
Transport	-230 360,8	-188 767,3	-175 231,0	-138 707,8
<i>dont fret</i>	-163 576,1	-163 420,0	-146 506,0	-131 074,9
Voyages	58 201,0	72 963,1	85 351,4	70 627,2
Autres services	-36 818,1	-31 637,7	-72 550,6	-92 426,4
Revenu primaire	-18 456,1	-30 592,7	-41 481,7	-69 698,2
Rémunération des salariés	637,1	-878,0	-1 151,2	3 906,6
Revenus des investissements	-19 093,2	-33 417,9	-40 330,5	-99 769,8
Autre revenu primaire	0,0	3 703,1	0,0	26 165,0
Revenu secondaire	118 612,0	126 252,6	127 074,2	162 594,5
Administrations publiques	41 382,8	58 775,2	49 429,0	107 607,8
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	77 229,3	67 477,4	77 645,2	54 986,7
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	70 685,3	58 801,9	77 029,3	60 736,5
Compte de capital	113 884,9	109 147,2	116 304,1	100 503,0
Transferts de capital	113 946,0	109 147,7	116 301,0	100 541,9
Administration publique	73 275,0	70 140,7	74 849,0	64 015,9
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	40 671,0	39 007,0	41 452,0	36 526,0
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-61,1	-0,5	3,1	-38,9
Compte financier	-72 186,6	-444 772,3	-262 589,5	-361 756,3
Investissement direct	-98 128,3	-102 370,5	-111 950,8	-87 576,1
Investissements de portefeuille	-54 519,3	53 967,2	-125 030,9	-76 436,5
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	80 461,0	-396 369,0	-25 607,8	-197 743,8
Erreurs et omissions nettes	3 987,3	3 328,4	3 926,1	2 016,2
Solde global	-118 287,1	196 860,5	45 550,6	306 937,9
Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	118 287,1	-196 860,5	-45 550,6	-306 937,9
Banque centrale	-163 435,9	-222 399,7	111 905,5	53 851,6
Établissements de dépôts autres que la Banque Centrale	281 723,0	25 539,0	-157 456,1	-360 789,5

Source : BCEAO (Octobre 2021)

INTRODUCTION

L'environnement économique et financier international a été marqué en 2020 par une récession économique, imputable aux conséquences de la crise liée au coronavirus, aux tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine ainsi qu'aux incertitudes liées aux élections américaines. Le taux de croissance économique mondiale est ainsi ressorti à -3,1%, après une réalisation de 2,8% en 2019 et 3,5% en 2018, selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI) établies en octobre 2021. Dans les pays avancés, l'activité a fléchi de 4,5% en 2020 contre une hausse de 1,7% en 2019, avec des pertes de production plus marquées dans la Zone euro (-6,3%) qu'aux Etats-Unis (-3,4%). Du côté des prix, l'inflation a connu une décélération au cours de l'année 2020, consécutive notamment à la baisse des cours du pétrole. Dans les pays industrialisés, le taux d'inflation s'est établi à 0,9% en 2020 contre 1,5% en 2019, se situant en dessous des objectifs fixés par les banques centrales.

En Afrique subsaharienne, la croissance s'est située à -1,7%, en recul de 4,8 points par rapport à celle enregistrée au titre de l'année 2019. Dans la région, les économies dépendantes du tourisme, du commerce international et des exportations de produits de base, ainsi que des flux financiers internationaux volatiles ont été les plus durement touchées par la crise, tandis que les économies plus diversifiées ont montré une plus grande résilience. Au Nigeria, principal partenaire des pays de l'UEMOA, l'activité économique s'est contractée de 1,8% en 2020 contre une croissance positive de 2,2% enregistrée une année plus tôt, en liaison notamment avec la baisse des cours du pétrole et la réduction de sa production dans le cadre d'un accord conclu entre les pays membres de l'OPEP+, ainsi qu'à la baisse de la demande intérieure résultant des impacts négatifs de la crise sanitaire.

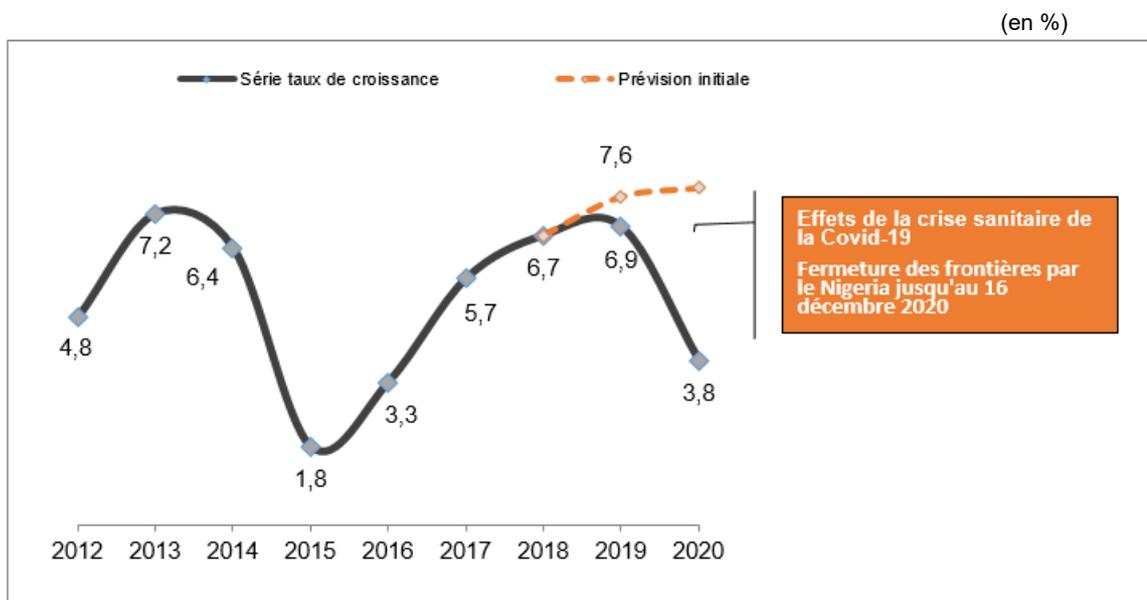
Dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la dynamique de croissance observée depuis 2012 a été freinée par les effets dépressifs de la pandémie de Covid-19. L'activité économique dans l'Union s'est fortement ressentie des mesures prises par les Etats membres pour limiter la propagation de la pandémie, notamment la fermeture des frontières, la suspension temporaire du trafic routier et aérien international, ainsi que les mesures de confinement. Le taux de croissance du produit intérieur brut de l'UEMOA est estimé à 1,8% en 2020 après 5,7% en 2019. Ce net recul de la croissance résulte de la baisse généralisée de l'activité économique dans les secteurs manufacturier, financier, touristique, hôtelier et celui de la restauration.

Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 2,1% en 2020 contre une réalisation de -0,7% en 2019. La hausse des prix s'explique essentiellement par les tensions sur les prix des produits alimentaires, en lien avec, d'une part, la baisse de la production céréalière lors de la campagne 2019/2020 et, d'autre part, les perturbations des circuits de distribution induites par la pandémie de la Covid-19.

Au Bénin, le taux de croissance économique réel est ressorti à 3,8% contre une prévision initiale de 7,6%, selon les estimations des services officiels. Cette performance économique malgré le contexte défavorable marqué par les conséquences de la crise sanitaire de la Covid-19 et la fermeture des frontières terrestres avec le Nigeria, s'explique principalement par les performances agricoles enregistrées au cours des dernières campagnes, aux effets induits sur l'économie de la mise en service en août 2019 d'une nouvelle centrale électrique, ainsi qu'à la

résilience des activités de service aux effets de la pandémie et à la fermeture des frontières du Nigeria.

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance économique réel entre 2012 et 2020



Sources : INSAE et DGAE [2021]

L'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), s'est établie à 3,0% en 2020 contre -0,9% en 2019, demeurant ainsi contenu dans la limite des 3,0% fixée dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein des États membres de l'UEMOA. Cette évolution du niveau général des prix est en rapport avec une baisse de l'offre résultant de la fermeture des frontières de plusieurs pays partenaires et une pression sur la demande nationale de produits agricoles en provenance de certains pays de la sous-région.

Les opérations financières de l'Etat, quant à elles, se sont soldées par une hausse du déficit global dons compris (base ordonnancement) qui s'est établi à 4,7% du PIB courant contre 0,5% en 2019, sous l'effet des dépenses budgétaires engagées pour faire face à la crise de Covid-19 atténuées par une amélioration de la mobilisation des recettes malgré la pandémie.

La situation monétaire a été marquée par une expansion de la masse monétaire de 405.900,4 millions pour s'établir à 2.751.8893,3 millions, soit une augmentation de 17,3% comparativement aux réalisations de 2019. Cette progression s'est traduite par un relèvement des dépôts en banques de 161.778,0 millions et une hausse de la circulation fiduciaire de 144.283,7 millions, en dépit de l'essor des services financiers via la téléphonie mobile. La consolidation de la masse monétaire s'est traduite par une légère hausse des créances sur l'économie, au terme des douze mois de l'année 2020, de l'ordre de 11.647,7 millions ou 0,7%, pour ressortir à 1.662.120,8 millions. L'évolution des crédits résulte essentiellement de la conjoncture économique. Les nouvelles mises en place de prêts en faveur d'entreprises évoluant dans les secteurs de la construction, des télécommunications, de l'agro-industrie, de la distribution de produits pétroliers et de l'énergie. Au titre des créances nettes, l'Administration Publique Centrale (APUC) a mobilisé 259.366,6 millions auprès du système bancaire.

Les comptes extérieurs se sont ressentis de ces différentes évolutions, dégagant un excédent de 306.937,9 millions du solde global de la balance des paiements, à la suite des 45.550,6 millions enregistrés en 2019. Le présent rapport analyse l'évolution des principales composantes des comptes extérieurs du Bénin. Il est organisé en six parties, suivant le canevas harmonisé retenu au niveau des pays de l'UEMOA.

1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes affiche un déficit de 1,7% du PIB en 2020 contre un déficit de 4,0% en 2019. Cette diminution du déficit des transactions courantes, en pourcentage du PIB, est essentiellement imputable à un recul plus important des importations de biens comparativement aux exportations de biens notamment dans un contexte de pandémie de Covid-19.

Les statistiques de la balance des paiements, compilées conformément à la méthodologie de la sixième édition du manuel du FMI indiquent une baisse de la valeur nominale du déficit structurel du compte courant qui s'est établi à 157.337,6 millions en 2020, contre 337.269,1 millions en 2019. En valeur relative, le déficit des transactions courantes s'est réduit en ressortant à 1,7% du PIB en 2020, contre 4,0% du PIB en 2019.

L'évolution du solde des transactions courantes sur les quatre dernières années est présentée dans le tableau ci-après, sur la base des données ajustées³.

Tableau 2 : Evolution du solde des transactions courantes

(en millions de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020
Biens et services	-408 501,9	-456 047,3	-422 861,5	-250 233,9
Biens	-199 524,0	-308 605,5	-260 431,4	-89 727,0
Services	-208 977,9	-147 441,9	-162 430,1	-160 507,0
Revenu primaire	-18 456,1	-30 592,7	-41 481,7	-69 698,2
Revenu secondaire	118 612,0	126 252,6	127 074,2	162 594,5
Solde du compte courant	-308 345,9	-360 387,4	-337 269,1	-157 337,6
Solde du compte courant (hors dons)	-349 758,2	-419 197,8	-386 774,2	-265 118,6
PIB Nominal	7 375 302,2	7 922 004,1	8 432 247,5	9 008 810,4
Solde courant (en % PIB)	-4,2	-4,5	-4,0	-1,7

Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2021)

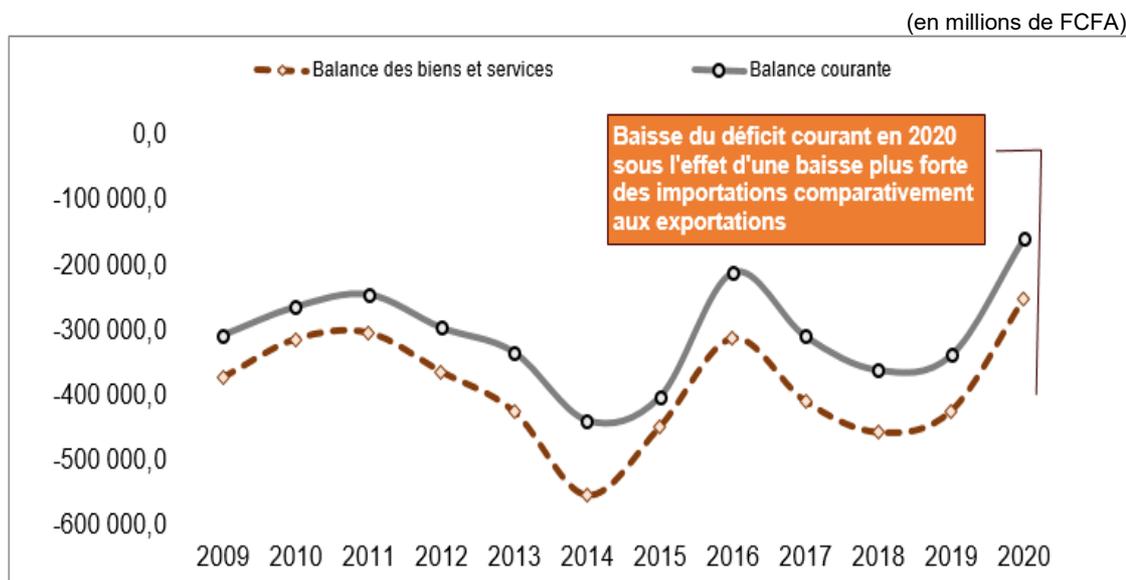
En règle générale au Bénin, l'évolution du solde des transactions courantes est imprimée par la balance des biens et des services, comme l'illustre le graphique 2 ci-après. En effet, la structure de l'économie béninoise est dominée par les activités d'importation de marchandises, réexportées par la suite vers le Nigeria et les pays de l'hinterland (Mali, Niger et Burkina Faso).

En 2020, le repli du déficit des transactions courantes s'explique par une diminution plus forte des importations de biens (-11,8%) comparativement aux exportations de biens (-3,9%). Les

³ Les statistiques du commerce extérieur élaborées par l'INSAE sont ajustées par les résultats de la réconciliation des données du commerce intra UEMOA et les estimations du commerce informel.

importations de biens sont ressorties à 1.810.211,2 millions en 2020 contre 2.051.376,7 millions une année plus tôt. En outre, les exportations de biens se sont établies à 1.720.484,3 millions en 2020 contre 1.790.945,3 millions en 2019. Cette évolution est à mettre en relation avec la conjoncture économique notamment durant les cinq derniers mois de l'année sous revue.

Graphique 2 : Evolution comparée de la balance courante et de la balance des biens et services entre 2009 et 2020

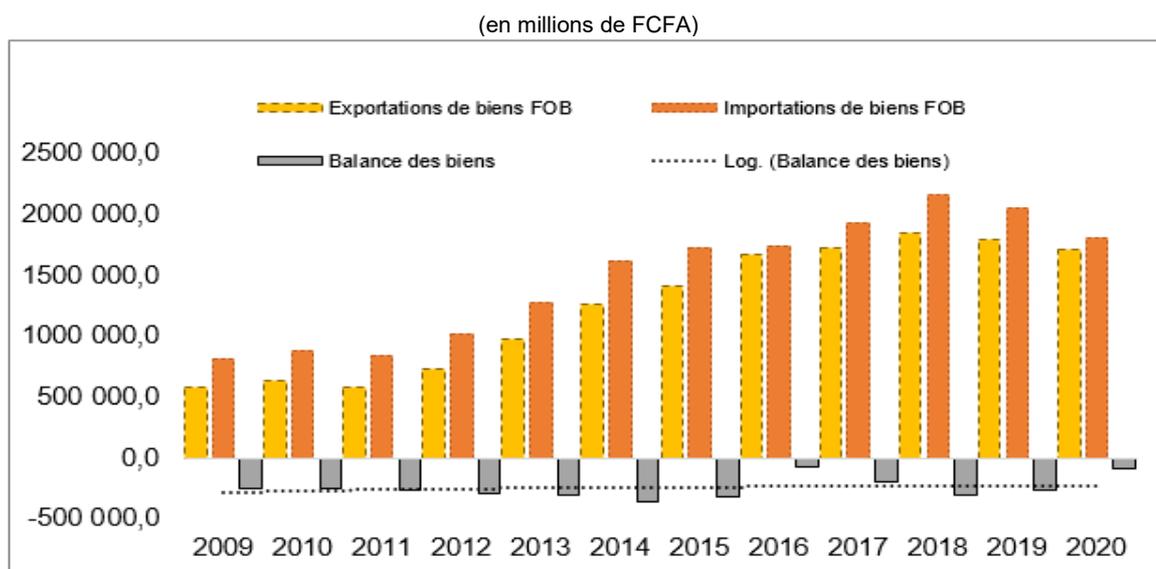


Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2021)

1.1. Balance des biens

Le déficit de la balance commerciale s'est réduit de 65,5% en 2020. Le déficit de la balance commerciale rapporté au PIB s'est ainsi situé à 1,0% contre 2,9% en 2019.

Graphique 3 : Evolution de la balance commerciale et de ses composantes entre 2009 et 2020



Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2021)

L'amélioration de la balance commerciale entre 2019 et 2020 résulte d'une diminution des importations (+241.165,5 millions), plus importante que celle des exportations (+70.461,0 millions), en valeur absolue. De manière subséquente, le taux de couverture des importations par les exportations a progressé, passant de 87,2% en 2019 à 95,0% en 2020. Les principaux produits à l'origine de cette évolution des exportations et des importations, ainsi que les facteurs économiques sous-jacents sont déclinés ci-après.

Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2017	2018	2019	2020
Exportations de biens FOB (1)	1 730 700,0	1 857 588,7	1 790 945,3	1 720 484,3
Importations de biens FOB (2)	1 930 224,0	2 166 194,1	2 051 376,7	1 810 211,2
Balance commerciale	-199 524,0	-308 605,4	-260 431,4	-89 726,9
Balance commerciale (en % PIB)	-2,7	-3,9	-3,1	-1,0
Taux de couverture (1)/(2) (en %)	89,7	85,8	87,3	95,0
Degré d'ouverture commerciale (1)+(2) / PIB nominal (en %)	49,6	50,8	45,6	39,2
Ratio Exportations/PIB nominal (en %)	23,5	23,4	21,2	19,1
Ratio Importations/PIB nominal (en %)	26,2	27,3	24,3	20,1

Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2021)

1.1.1. Exportations de biens

1.1.1.1. Evolution globale des exportations de biens

Les exportations de biens (valeurs FOB) ajustées en 2020 sont arrêtées à 1.720.484,3 millions contre 1.790.945,3 millions une année plus tôt. Réparties suivant les principales composantes de la MBP6, ces exportations sont constituées principalement des marchandises générales, notamment des biens réexportés (Cf. tableau 4).

Tableau 4 : Evolution des exportations de biens de 2017 à 2020

(en millions de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020
Marchandises générales	1 717 536,1	1 850 396,7	1 782 273,3	1 712 003,3
<i>dont réexportations totales</i>	<i>901 043,0</i>	<i>928 631,2</i>	<i>841 261,0</i>	<i>739 114,7</i>
<i>réexportations officielles</i>	<i>47 979,0</i>	<i>76 462,0</i>	<i>55 464,0</i>	<i>55 056,0</i>
Exportations nettes dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0	0,0
Or non monétaire	13 163,9	7 192,0	8 672,0	8 481,0
<i>dont réexportations</i>	<i>13 163,9</i>	<i>7 192,0</i>	<i>8 672,0</i>	<i>8 481,0</i>
Total exportations de biens	1 730 700,0	1 857 588,7	1 790 945,3	1 720 484,3

Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2021)

Les transactions relatives à la réexportation y figurent pour un montant de 739.114,7 millions en 2020 contre 841.261,0 millions en 2019, en repli de 12,1%. La diminution des réexportations en 2020 s'explique par le maintien de la fermeture des frontières par le Nigeria jusqu'au 16 décembre 2020 où les frontières ont été partiellement ouvertes. A cet égard, il convient de rappeler que le Bénin réexporte vers le Nigeria les produits alimentaires, notamment le riz et les huiles végétales, les friperies et les véhicules d'occasion.

S'agissant de l'or non monétaire, l'exploitation aurifère au Bénin demeure traditionnelle. Les quantités d'or brut, en provenance des pays de l'hinterland, notamment le Mali et le Niger, sont enregistrées à l'aéroport de Cotonou, en réexportation vers les pays occidentaux. Le niveau de la réexportation d'or est ressorti à 8.481,0 millions en 2020 contre 8.672,0 millions une année plus tôt.

Encadré 2 : Prise en compte des résultats du rebasage des comptes nationaux

Le 03 juillet 2019, le Gouvernement a adopté en Conseil des ministres les résultats du rebasage des comptes nationaux du Bénin, réalisé conformément aux recommandations du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies de 2008 (SCN 2008) par l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE).

Les principales innovations apportées aux nouveaux comptes concernent :

- le choix de l'année 2015 comme année de base en remplacement de l'année 2007, en liaison avec l'existence de données du recensement de la population et des résultats de l'enquête sur les conditions de vie des populations qui ont mis en exergue de profondes modifications dans les structures d'emploi et de consommation au Bénin ;
- la comptabilisation de la valeur ajoutée de certaines branches d'activité, comme l'agriculture, le commerce informel, le transport fluvial, la marge commerciale et de transport, l'assurance non-vie, la recherche-développement et les services financiers.

Les résultats indiquent au titre de l'année 2015 un produit intérieur brut (PIB) nominal évalué à 6.732,8 milliards de FCFA contre 4.926,4 milliards de FCFA issus de l'ancienne méthodologie SCN 1993. Cette nouvelle évaluation traduit une hausse du PIB de l'ordre de 36,7%.

Dans ce contexte, les comptes extérieurs du Bénin ont été élaborés sur la base des nouvelles données des comptes nationaux et des modifications intervenues dans les statistiques monétaires.

Les principaux postes ayant connu des modifications dans les comptes extérieurs sont indiqués comme suit :

- le rebasage des comptes nationaux a entraîné une réévaluation des exportations de biens (crédit), des importations de biens (débit) et des services de fret (débit) qui a été équilibrée dans le compte financier par les numéraires et dépôts (crédit) au niveau du poste « Autres investissements ». Les corrections enregistrées dans le compte financier de la balance des paiements sont identiques à celles effectuées dans la position extérieure globale ;
- les modifications des avoirs extérieurs nets ont été prises en compte dans le compte financier sur la ligne « autres avoirs de réserve » (pour la Banque Centrale) et « investissements de portefeuille » (pour les banques primaires). L'équilibre a été assuré au niveau des erreurs et omissions. Les modifications ainsi faites dans le compte financier de la balance des paiements sont identiques à celles effectuées dans la position extérieure globale.

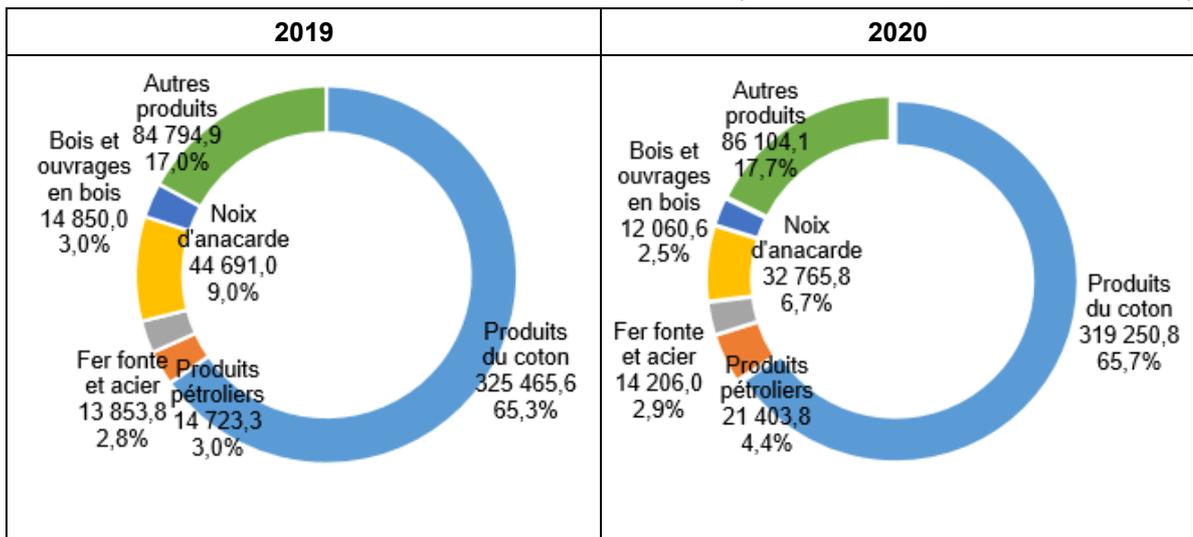
Source : INSAE-BCEAO

1.1.1.2. Composition des exportations de biens

Les exportations officielles du Bénin restent dominées par les produits du coton qui représentent plus de la moitié des ventes à l'étranger. Le Bénin exporte également la noix d'anacarde, le bois et les ouvrages en bois dont les valeurs demeurent encore faibles, comparativement au coton fibre. Les exportations de fer, fonte et acier se composent de la production des industries métallurgiques ainsi que de la ferraille expédiée vers les pays asiatiques, tandis que les produits pétroliers exportés proviennent des importations.

Graphique 4 : Structure des exportations officielles en 2019 et en 2020

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)



Source : INSAE (Octobre 2021)

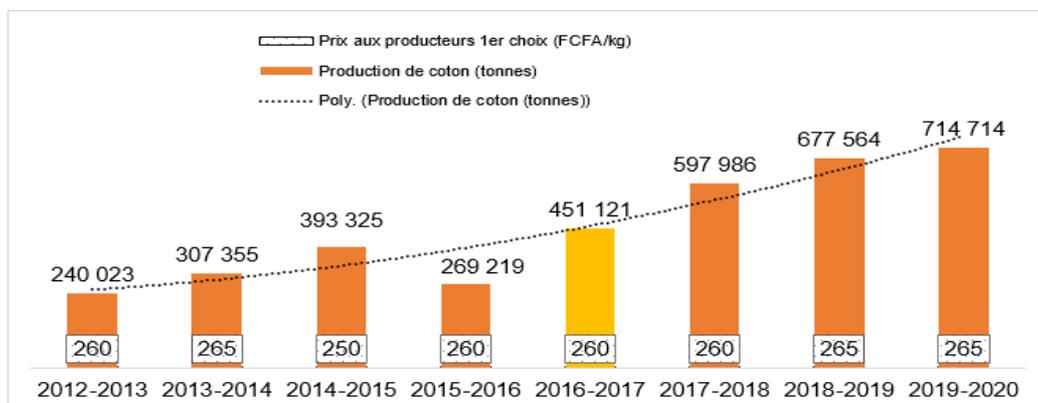
1.1.1.2.1. Coton et ses dérivés

La quantité de coton fibre exportée a progressé de 5,0%, évoluant de 276.705,8 tonnes en 2019 à 290.578,6 tonnes en 2020, en liaison avec l'évolution de la campagne cotonnière 2019-2020⁴ qui s'est soldée par une production de coton graine de 714.714 tonnes contre 677.564 tonnes lors de la campagne précédente, selon les données officielles.

La production cotonnière s'est redressée depuis la campagne 2016-2017 grâce aux mesures de restructuration initiées par le Gouvernement, notamment le repositionnement de l'Association Interprofessionnelle de Coton comme gestionnaire de la filière, le renforcement de l'encadrement des cotonculteurs et l'amélioration du rendement à l'hectare.

Le cours moyen de placement de la fibre de coton à l'extérieur en 2020 est resté constant par rapport à son niveau de 2019 (988,6 FCFA le kilogramme), contre 933,5 FCFA le kilogramme en 2018.. De manière subséquente, les ventes à l'étranger de fibre de coton se sont établies à 271.589,9 millions en 2020 contre 273.560,1 millions en 2019, en diminution de 1.970,2 millions.

Graphique 5 : Evolution de la production de coton graine et du prix d'achat aux producteurs depuis la campagne 2012-2013



Sources : INSAE et Ministère en charge de l'Agriculture (Octobre 2021)

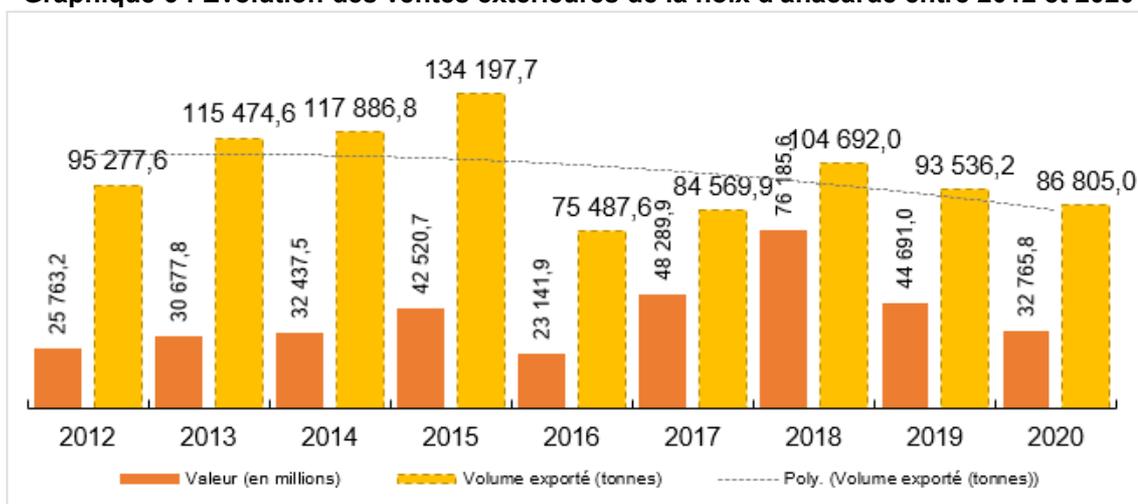
⁴ Les exportations de coton effectuées à l'année n sont relatives à la campagne (n-1)/n.

1.1.1.2.2. Noix de cajou

La noix d'anacarde est la seconde culture d'exportation après le coton. Sa production est tirée par l'intérêt croissant des agriculteurs pour cette culture, dont les cours sur le marché international sont restés relativement élevés jusqu'en 2018. En revanche, depuis l'année 2019 il est noté un excès de l'offre comparativement à la demande sur le marché international. Ce qui s'est traduit par un effondrement des prix.

Dans ces conditions, les ventes du Bénin à l'étranger se sont élevées à 32.765,8 millions en 2020, en diminution de 26,7% par rapport à 2019 où elles s'étaient établies à 44.691,0 millions.

Graphique 6 : Evolution des ventes extérieures de la noix d'anacarde entre 2012 et 2020



Sources : INSAE-DGDDI (Octobre 2021)

1.1.1.2.3. Fer, fonte et acier

Outre la production industrielle, les exportations inscrites sous cette rubrique se rapportent à la ferraille issue de la récupération. La ferraille est acquise par des grossistes auprès des collecteurs ou des intermédiaires qui parcourent les domiciles ainsi que les garages pour récupérer les articles ménagers et les véhicules usagers, préalablement concassés. Ces produits sont par la suite exportés vers l'Asie, principalement la Chine, l'Inde et le Vietnam.

Globalement, les exportations de « fer, fonte et acier » se sont consolidées de 2,5% en valeur pour s'établir à 14.206,0 millions en 2020 contre 13.853,8 millions en 2019, en liaison avec la demande au plan mondial, notamment celle émanant de la Chine. En outre, en volume, les exportations sont en hausse de 7,1%, passant de 37.496,5 tonnes à 40.157,0 tonnes sur la période sous revue.

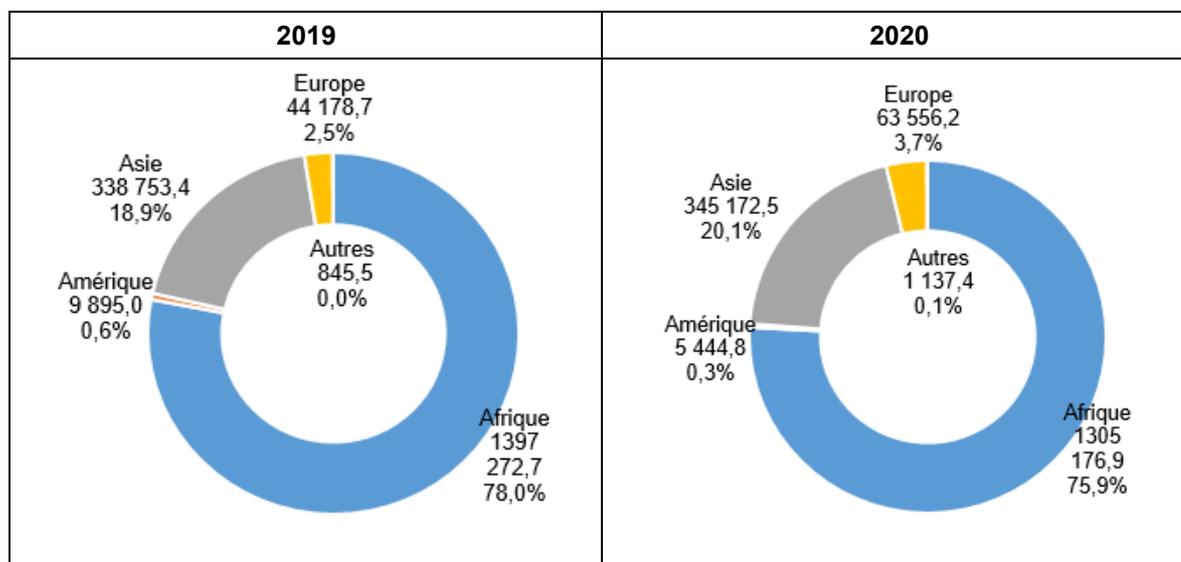
1.1.1.2.4. Produits pétroliers

Les produits pétroliers exportés proviennent des importations. Il s'agit donc de réexportations qui ont progressé, passant de 14.723,3 millions en 2019 à 21.403,8 millions en 2020, en liaison avec la hausse des expéditions à partir des dépôts installés au port de Cotonou. Ces réexportations ont été effectuées principalement par les sociétés Puma Energy Bénin (35,8%), Corlay Bénin (21,1%), ORYX Bénin (12,0%) et ADDAX Energy (10,0%), selon les statistiques officielles.

1.1.1.3. Orientation géographique des exportations de biens

La répartition géographique des exportations ajustées⁵, pour tenir compte du commerce non contrôlé, indique une évolution des flux qui confirme l'Afrique et l'Asie comme étant les principaux partenaires commerciaux du Bénin avec des parts de marché respectives de 75,9% et de 20,1% en 2020. L'Europe, en recueillant 3,7% des ventes à l'étranger en 2020, représente le troisième partenaire commercial du Bénin.

Graphique 7 : Destination des exportations par zone géographique en 2019 et en 2020



Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2021)

En Afrique, en dehors de l'UEMOA, le principal partenaire à l'exportation du Bénin en 2020 est le Nigeria (68,5%). Les exportations du Bénin en direction du Nigeria sont en baisse, passant de 1.218.660,5 millions en 2019 à 1.178.958,5 millions en 2020. Cette diminution concerne notamment le commerce de riz.

Les exportations vers les pays de l'UEMOA sont évaluées à 103.945,5 millions en 2020 contre 142.357,8 millions en 2019. Les échanges intra-UEMOA représentent 6,0% des exportations totales du Bénin. Les principaux clients du Bénin dans l'UEMOA sont le Niger (2,1%), le Mali (1,4%), le Burkina (1,1%) et Togo (0,9%). Le Togo importe du Bénin les poissons congelés, les produits pétroliers, les médicaments ainsi que de la peinture. En ce qui concerne les exportations vers le Mali, elles portent essentiellement sur les produits pétroliers. Quant au Niger, il importe du Bénin les produits alimentaires et métallurgiques.

En Asie, les principaux partenaires à l'exportation du Bénin sont le Bangladesh (10,9%), l'Inde (3,4%), la Chine (1,9%), la Malaisie (1,3%) et le Vietnam (0,9%). Il est observé depuis 2013 une perte des parts de marché de la Chine au profit des pays de l'Asie du Sud-Est. Les exportations en direction de la Chine sont essentiellement constituées de coton (79,7%), de fer, fonte et acier (11,3%) et du bois (4,5%). L'Inde, quant à elle, importe en grande partie du Bénin la noix d'anacarde (53,4%), le coton (25,8%) et le bois (4,5%).

⁵ Cette partie de l'analyse porte sur les données ajustées, c'est-à-dire, les statistiques officielles complétées des informations issues des travaux de réconciliation des échanges intracommunautaires et des estimations de l'INSAE sur le commerce non contrôlé. Ces estimations concernent les échanges non officiels avec le Nigeria.

1.1.2. Importations de biens

1.1.2.1. Evolution globale des importations de biens

Les importations totales de biens (base FOB) ont diminué de 11,8% pour ressortir à 1.810.211,2 millions en 2020 contre 2.051.376,7 millions en 2019. Cette évolution est portée par les importations formelles (-12,1%) et les importations informelles (-10,1%). Les importations de biens sont constituées exclusivement des marchandises générales. L'évolution des importations de marchandises générales sur les quatre dernières années se présente comme suit :

Tableau 5 : Evolution des importations de biens (base FOB) de 2017 à 2020

(en millions de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020
Marchandises générales	1 930 224,0	2 166 194,1	2 051 376,7	1 810 211,2
Exportations nettes dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0	0,0
Total importations de biens	1 930 224,0	2 166 194,1	2 051 376,7	1 810 211,2

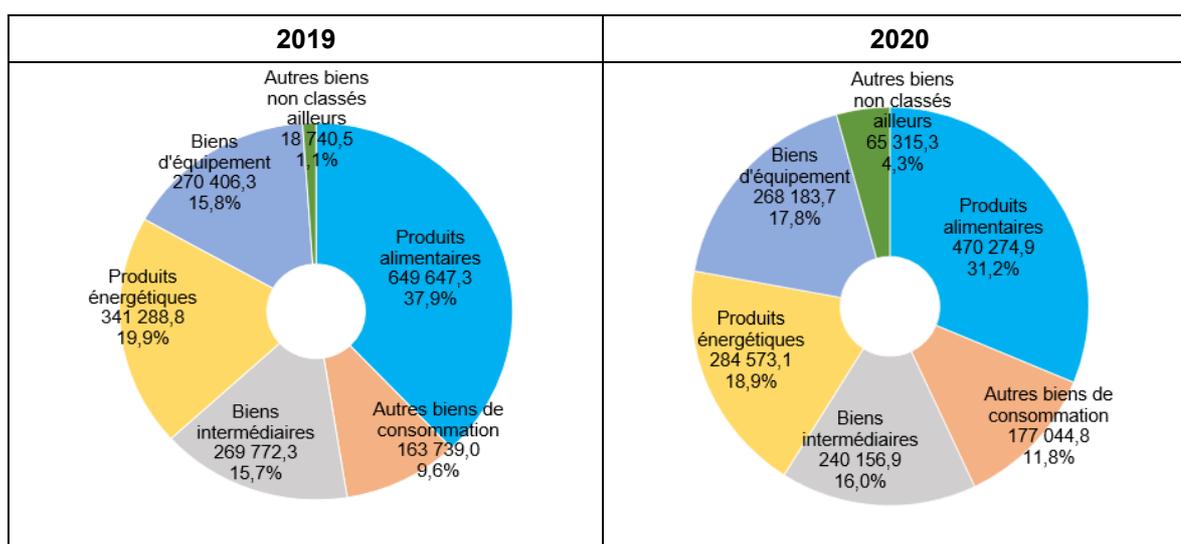
Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2021)

Selon les statistiques officielles du commerce extérieur, les importations totales (CAF) sont en recul de 12,1% en valeur pour s'établir à 1.505.548,7 millions en 2020 contre 1.713.594,1 millions, un an plus tôt. En volume, les importations totales ont diminué de 14,1% en passant de 5,5 millions de tonnes en 2019 à 4,7 millions de tonnes en 2020.

A la suite des ajustements opérés, pour tenir compte des transactions non enregistrées, le montant total des importations CAF ressort à 2.041.732,1 millions, représentant 27,7% du PIB nominal en 2020 contre 27,3% en 2019. L'évolution des importations de marchandises générales au cours des quatre dernières années est fournie en annexe 7.

1.1.2.2. Composition des importations de biens

Graphique 8 : Structure des importations (CAF) en 2019 et en 2020



Source : INSAE (Octobre 2021)

La composition des importations reflète la structure de l'économie béninoise, dominée par les activités commerciales. Ainsi, les produits alimentaires demeurent les principaux produits d'importation avec une proportion de 31,2% en 2020 contre 37,9% en 2019. Ils ont reculé de 27,6% en valeur et de 33,7% en volume d'une année à l'autre. Ces produits alimentent essentiellement le commerce transfrontalier de réexportation informelle. Il s'agit notamment du riz, dont les importations ont atteint 224.130,3 millions en 2020 contre 335.400,9 millions en 2019.

S'agissant des biens d'équipement, ils ont représenté 17,8% des importations officielles en 2020 contre 15,8% en 2019. En valeur, les achats à l'étranger de biens d'équipement ont reculé de 0,8% pour s'établir à 268.183,7 millions. Cette hausse a été imprimée par la diminution des importations des machines et appareils (+1,8%).

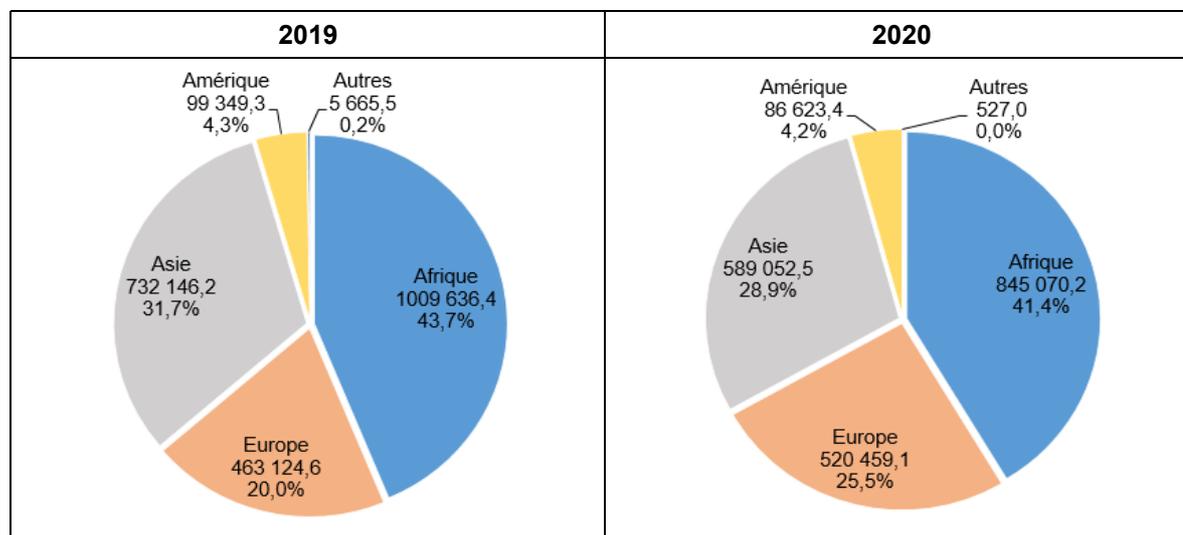
En ce qui concerne les importations de produits énergétiques, elles se sont élevées à 284.573,1 millions, en recul de 16,6% en variation annuelle. Elles représentent 18,9% des importations totales.

Enfin, les importations de biens intermédiaires sont en baisse de 11,0% pour atteindre 240.156,9 millions en 2019. Elles représentent 16,0% des importations officielles du Bénin.

1.1.2.3. Répartition géographique des importations

Les statistiques ajustées indiquent que les principaux partenaires du Bénin à l'importation en 2020 se trouvent en Afrique (41,4%), en Asie (28,9%) et en Europe (25,5%). Les importations en provenance du continent américain représentent 4,2% des importations totales du Bénin en 2020.

Graphique 9 : Origine des importations par zone géographique en 2019 et en 2020



Source : INSAE-BCEAO (Octobre 2021)

Comparativement à l'année précédente, la part des importations en provenance de l'Asie a reculé au profit des importations venant de l'Afrique et de l'Europe. En effet, la Thaïlande (2,1% en 2020 contre 4,0% en 2019), l'Inde (8,4% en 2020 et 10,1% 2019) et l'Indonésie (0,4% en 2020 contre 0,9% en 2019) ont perdu des parts de marché au profit du Togo (7,0% en 2020 contre 5,3% en 2019) et du Niger (0,9% en 2020 contre 0,7% en 2019) en Afrique et de la France (7,5% en 2020 contre 6,5% en 2019) en Europe. Toutefois, un pays du continent asiatique, en l'occurrence la Chine a renforcé ses parts de marché (8,3% en 2020 contre 8,2%

en 2019).

En Afrique, les principaux pays africains fournisseurs du Bénin en 2019 sont le Nigeria (28,2%) et le Togo (7,0%).

1.2. Balance des services

La balance des services s'est améliorée de 1.923,1 millions d'une année à l'autre, en affichant un solde déficitaire de 160.507,0 millions en 2020 contre un déficit de 162.430,1 millions en 2019. Le déficit de la balance des services s'est ainsi réduit, en liaison avec le recul du solde déficitaire du fret (-15.431,1 millions) et en dépit de la hausse du déficit des autres services (-19.875,9 millions).

Le déficit relatif aux dépenses de fret et d'assurance est ressorti à 131.074,9 millions en 2020 contre 146.506,0 millions en 2019, en relation avec les perturbations enregistrées dans le commerce international dues aux mesures restrictives prises par les pays fournisseurs pour endiguer la pandémie de Covid-19. Il convient de rappeler que le calcul de la balance des paiements pour l'année 2020 repose sur le taux de fret et d'assurance estimé à partir des données disponibles sur la période 2015-2019. Ce taux est évalué à 12,2% contre 11,5% précédemment (Cf. encadré 3).

Par ailleurs, l'excédent du poste "Voyages" a reculé en liaison avec les mesures prises au plan international et national pour limiter les voyages non essentiels et lutter contre la pandémie de Covid-19.

Enfin, la hausse du déficit des autres services résulte des besoins liés à la consolidation de l'économie du Bénin (travaux de construction en cours, appuis techniques et conseils de cabinets internationaux, ...).

Tableau 6 : Evolution du solde de la balance des services et de ses composantes de 2017 à 2020

(en millions de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020
Transports	-230 360,8	-188 767,3	-175 231,0	-138 707,8
<i>dont fret</i>	-163 576,1	-163 420,0	-146 506,0	-131 074,9
Voyages	58 201,0	72 963,1	85 351,4	70 627,2
Autres services	-36 818,1	-31 637,7	-72 550,5	-92 426,4
Services nets	-208 977,9	-147 441,9	-162 430,1	-160 507,0
Services nets/PIB (en %)	-2,8	-1,9	-1,9	-1,8

Source : BCEAO (Octobre 2021)

1.2.1. Transports

Le solde déficitaire du poste « transports » s'est de nouveau réduit, pour s'établir à 138.707,8 millions en 2020 contre 175.231,0 millions en 2019, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Tableau 7 : Evolution du poste « transports » de 2017 à 2020

(en millions de FCFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020
Transports	-230 360,8	-188 767,3	-175 231,0	-138 707,8
Passagers	-51 166,6	-17 468,5	-20 770,5	298,6
Fret	-163 576,1	-163 420,0	-146 506,0	-131 074,9
Autres	-15 618,1	-7 878,8	-7 954,5	-7 931,5

Source : BCEAO (Octobre 2021)

Encadré 3 : Taux de fret utilisé pour le passage des importations CAF à FAB

Selon la structure de la balance des paiements du Bénin, l'élément le plus important de la composante des services est la rubrique « fret et assurance ». Le taux de fret global, appliqué aux importations CAF, permet d'estimer le montant total du fret et de l'assurance. Toutefois, compte tenu de la dynamique qui caractérise les échanges de marchandises au plan mondial, les montants de fret et d'assurance peuvent varier d'une période à une autre en fonction des modifications de la structure des échanges, de la volatilité des coûts des facteurs (les produits pétroliers notamment). En conséquence, il est important de procéder à des révisions du taux de fret et d'assurance, afin de rester cohérent avec la dynamique du commerce international des marchandises. Dans cette perspective et conformément aux recommandations du 6^e Manuel de la balance des paiements, la Banque Centrale procède périodiquement à l'actualisation du taux de fret utilisé dans les ajustements de balance des paiements. La dernière actualisation a été opérée en 2021, pour l'élaboration de la balance des paiements de l'année 2020.

La démarche de travail adoptée s'inspire de la note méthodologique validée à l'occasion de la réunion de la Cellule de réconciliation des données des échanges extérieurs des 24 et 25 septembre 2012 à Dakar, au Sénégal. Elle consiste en un processus de trois étapes qui se déclinent comme suit :

- évaluation de la structure des importations en volume par grands groupes de produits et par zone géographique à partir des statistiques officielles de 2015 à 2019 ;
- déduction des taux de fret par grands groupes de produits et/ou par zone géographique ;
- calcul du taux de fret global de 2019 comme une moyenne pondérée du fret et de l'assurance payés sur les marchandises au cours de la période allant de 2015 à 2019 et recensés dans la base de données du commerce extérieur.

Il ressort des travaux que le taux de fret global s'élèverait en moyenne à 12,2% des importations CAF en 2019 contre 11,5% en 2018. Le fret et l'assurance représenteraient désormais respectivement 11,9% et 0,3% des importations CAF contre 11,2% et 0,3% auparavant. La hausse du taux de fret de 0,7 point de pourcentage s'explique par l'augmentation des coûts des produits pétroliers enregistrée entre fin 2015 et 2019.

1.2.2. Voyages

Le poste « voyages » est ressorti en excédent de 70.627,2 millions en 2020 contre 85.351,4 millions en 2019, en diminution de 14.724,2 millions. Le recul du solde excédentaire du poste « voyages » est porté par les voyages à titre personnel (-23.174,8 millions) en liaison avec la réduction drastique des vols internationaux induite par la Covid-19.

Tableau 8 : Evolution du poste « voyages » de 2017 à 2020

(en millions de FCFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020
Voyages	58 201,0	85 351,4	85 351,4	70 627,2
à titre professionnel	35 354,7	42 330,5	53 371,2	61 821,6
à titre personnel	22 846,4	30 632,6	31 980,3	8 805,5

Source : BCEAO (Octobre 2021)

1.2.3. Autres services

Le déficit des autres services nets s'est accentué d'une année à l'autre en relation avec les besoins de l'économie. Il est ressorti à 92.426,4 millions en 2020, contre 72.550,5 millions en 2019.

En 2020, le déficit des autres services nets est notamment imprimé par les services de télécommunications, d'informatique et d'information (-63.769,3 millions), les services de

construction (-53.287,5 millions) et les autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés,...) (-41.361,6 millions). Il a été fortement atténué par les exportations nettes de services financiers, dont le solde positif est ressorti à +23.153,8 millions, grâce au dynamisme du secteur bancaire au Bénin.

Tableau 9 : Evolution du poste « autres services » de 2017 à 2020

(en millions de FCFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-1 798,1	-1 123,3	-3 425,0	-3 266,5
Travaux de construction	613,5	-124,8	-29 796,0	-53 287,5
Services financiers	2 447,6	67 252,9	30 373,5	23 153,8
Services d'assurance et de retraite	-2 159,5	-5 859,4	-3 537,9	-789,0
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	-4 263,1	-75 927,0	-55 885,3	-63 769,3
Autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés,...)	-23 801,4	-23 247,0	-23 395,9	-41 361,6
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	2 571,6	6 594,1	8 988,5	47 034,4
Divers autres services	-10 428,7	796,8	4 127,6	-140,7
Total Autres services	-36 818,1	-31 637,7	-72 550,5	-92 426,4

Source : BCEAO (Octobre 2021)

1.3. Compte de revenu primaire

Le solde du compte de revenu primaire demeure déficitaire, en raison principalement des dividendes versés aux actionnaires au titre des revenus des investissements étrangers ainsi que des intérêts payés sur les titres de créance, les autres investissements et la dette publique.

Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire et de ses composantes de 2017 à 2020

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2017	2018	2019	2020
Rémunérations des salariés	637,1	-878,0	-1 151,2	3 906,6
Revenus des investissements	-19 093,2	-33 417,9	-40 330,5	-99 769,8
<i>dont intérêts sur la dette publique</i>	<i>-60 878,0</i>	<i>-23 663,0</i>	<i>-38 842,0</i>	<i>-76 283,0</i>
Autres revenus primaires	0,0	3 703,1	0,0	26 165,0
Balance du revenu primaire	-18 456,1	-30 592,7	-41 481,7	-69 698,2
Balance revenu primaire / PIB (en %)	-0,3	-0,4	-0,5	-0,8

Source : BCEAO (Octobre 2021)

En 2020, les sorties nettes de capitaux au titre du revenu primaire se sont établies à 69.698,2 millions (0,8% du PIB), en progression par rapport à l'année 2019 où elles avaient atteint 41.481,7 millions (0,5% du PIB). Cette évolution résulte :

- des intérêts nets réglés sur les autres investissements (-74.533,6 millions) en liaison avec les intérêts payés au titre de la dette publique extérieure (-76.283,0 millions),
- des revenus nets versés (-20.562,5 millions) au titre des investissements directs, en relation avec la performance des entreprises bénéficiaires de flux d'investissements

directs.

Tableau 11 : Evolution de la balance des revenus des investissements et de ses composantes de 2017 à 2020

(en millions de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020
Revenus des investissements directs	-13 097,8	-14 885,5	-11 160,6	-20 562,5
Dont bénéfiques réinvestis	-9 607,0	-3 588,7	-5 205,6	-4 918,5
Revenus des investissements de portefeuille	16 841,5	825,0	11 044,8	-4 673,7
Revenus des autres investissements	-22 836,9	-19 357,3	-40 214,7	-74 533,6
Balance des revenus des investissements	-19 093,2	-33 417,9	-40 330,5	-99 769,8

Source : BCEAO (Octobre 2021)

1.4. Compte de revenu secondaire

Le solde du compte de revenu secondaire maintient un profil excédentaire, qui s'est particulièrement consolidé en 2020, en relation avec les transferts reçus par les administrations publiques dans le cadre de la coopération internationale.

Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire et de ses composantes de 2017 à 2020

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2017	2018	2019	2020
Administration publique	41 382,8	58 775,2	49 429,0	107 607,8
<i>dont aide budgétaire</i>	41 412,3	58 810,4	49 505,1	107 781,0
Autres secteurs	77 229,3	67 477,4	77 645,2	54 986,7
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	70 685,3	58 800,0	77 029,3	60 736,5
Balance revenu secondaire	118 612,1	126 252,6	127 074,2	162 594,5
Balance revenu secondaire/PIB (en %)	1,6	1,6	1,5	1,8

Source : BCEAO (Octobre 2021)

En 2020, le solde du revenu secondaire s'est élevé à 162.594,5 millions (1,8% du PIB), contre 127.074,2 millions (1,5% du PIB), en augmentation de 35.520,3 millions (+28,0%).

Cette forte progression s'explique notamment par les appuis apportés au Gouvernement par ses partenaires techniques et financiers pour soutenir la riposte contre la pandémie de Covid-19 et la relance économique au Bénin.

Au titre des transferts courants, les principaux donateurs du Bénin en 2020 sont l'Union Européenne, la Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement, l'USAID, l'Unicef et SNV.

2. COMPTE DE CAPITAL

Le solde excédentaire du compte de capital s'est établi à 100.503,0 millions en 2020 contre 116.304,1 millions en 2019. Cette évolution reflète une diminution des transferts en capital reçus par les administrations publiques et les organisations non gouvernementales opérant au Bénin.

Les deux principales composantes du compte de capital sont les « transferts en capital » et les « cessions ou acquisitions d'actifs non financiers non produits ». Le solde de ce compte s'est inscrit en recul en se situant à 100.503,0 millions en 2020 (1,1% du PIB) contre 116.304,1 millions en 2019 (1,4% du PIB), en relation avec la conjoncture internationale difficile engendrée par la pandémie de Covid-19.

Tableau 13 : Evolution des opérations en capital de 2017 à 2020

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2017	2018	2019	2020
Transferts en capital	113 946,0	109 147,7	116 301,0	100 541,9
Administration publique	73 275,0	70 140,7	74 849,0	64 015,9
<i>dont remises de dettes</i>	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	40 671,0	39 007,0	41 452,0	36 526,0
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-61,1	-0,5	3,1	-38,9
Solde du compte de capital	113 884,9	109 147,2	116 304,1	100 503,0
Solde du compte de capital/PIB (en %)	1,5	1,4	1,4	1,1

Source : BCEAO (Octobre 2021)

Ce profil baissier est principalement sous-tendu par le repli des transferts en capital reçus par l'Administration publique (-10.833,1 millions) et les organisations non gouvernementales implantées au Bénin (-4.926,0 millions). Les transferts en capital consistent essentiellement en des dons liés aux projets initiés par le Gouvernement en partenariat avec des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales, notamment dans le domaine de la bonne gouvernance, de l'agriculture, de l'adduction en eau potable, de l'accès à l'énergie et de la protection de l'enfance. Ces transferts proviennent notamment de l'Union Européenne, du Programme des Nations Unies pour le Développement, de l'Unicef, de SNV et du Millennium Challenge Corporation pour divers projets en cours de mise en œuvre.

3. COMPTE FINANCIER

Le compte financier a dégagé un passif net de 361.756,4 millions en 2020 contre 262.589,5 millions en 2019.

Le compte financier⁷ s'est soldé par un passif net de 361.756,1 millions en 2020 contre 262.589,5 millions en 2019. Cette progression d'une année à l'autre des flux financiers nets reçus résulte d'une consolidation des mobilisations au titre des autres investissements (+172.136,0 millions) en dépit d'un recul des entrées au titre des flux d'investissements directs (-24.374,7 millions).

Tableau 14 : Evolution du compte financier de 2017 à 2020

(en millions de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020
Investissements directs	-98 128,3	-102 370,5	-111 950,8	-87 576,1
Investissements de portefeuille	-54 519,3	53 967,2	-125 030,9	-76 436,5
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	80 461,0	-396 369,0	-25 607,8	-197 743,8
Solde du compte financier	-72 186,6	-444 772,3	-262 589,5	-361 756,4
Solde du compte financier/PIB	-1,0	-5,6	-3,1	-4,0

Source : BCEAO (Octobre 2021)

3.1. Investissements directs

Les entrées nettes d'investissements directs se sont établies à 87.576,1 millions en 2020 contre 111.950,8 millions en 2019, en diminution de 24.374,7 millions, en liaison avec la conjoncture économique au plan international perturbée par la pandémie de Covid-19. Les flux nets d'investissements directs en 2020 sont constitués de fonds propres (42.307,4 millions) et d'instruments de dette (45.268,6 millions).

Les principaux secteurs bénéficiaires des investissements directs sont l' « intermédiation financière, assurance et retraite » (60,3%), la « construction » (44,5%) et les « transports et entreposages » (22,7%). En revanche, un recul a été observé dans le « commerce de gros et de détail » (34,5%).

La France (70,2%), le Burkina Faso (15,5%), le Sénégal (8,1%) et le Nigeria (8,0%) sont les principaux pourvoyeurs des flux d'investissements directs nets au Bénin en 2020 (Cf. annexe 4).

⁷ Compilé suivant l'optique BCEAO.

3.2. Investissements de portefeuille

Les flux financiers nets reçus au titre des investissements de portefeuille sont évalués à 76.436,5 millions en 2020 contre 125.030,9 millions, une année plus tôt. Cette évolution résulte de la différence entre les acquisitions nettes de titres publics des acteurs non bancaires (84.724,8 millions) et les émissions nettes notamment de l'Administration publique (161.330,5 millions).

Les acquisitions des banques sont ressorties à 370.055,4 millions en 2020, en consolidation par rapport à l'année 2019 où elles se sont situées à 94.714,0 millions. Cette progression est en relation avec les opportunités nées sur le marché régional avec les émissions de titres publics des Etats destinées à mobiliser des ressources pour gérer la crise de la pandémie de Covid-19.

Enfin, il convient de signaler que l'Administration publique n'a pas réalisé d'émission d'eurobond sur le marché international en 2020.

3.3. Autres investissements

Les autres investissements nets se sont soldés par un passif net de 197.743,8 millions en 2020 contre 25.607,8 millions en 2019, en hausse de 172.136,0 millions. Cette évolution est notamment imprimée par une hausse des tirages nets effectués par l'Administration Centrale sous forme d'emprunts auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux, 324.258,0 millions en 2020 contre 168.411 millions en 2019.

Les tirages ont été affectés au financement de projets et programmes de développement dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, de l'eau, de l'éducation et de l'agriculture.

En ce qui concerne les autres secteurs, les transactions enregistrées au titre des autres investissements se sont traduites par un renforcement des avoirs nets de 126.514,2 millions vis-à-vis des non résidents. Ces avoirs sont essentiellement constitués de crédits commerciaux (201.788,8 millions). Ces évolutions sont à mettre en relation avec les transactions d'exportations et d'importations de biens et services.

4. CAPITAUX MONÉTAIRES

En 2020, les transactions économiques se sont soldées par un excédent des avoirs extérieurs nets des Institutions Monétaires de 306.937,9 millions après un excédent de 45.550,6 millions enregistrés en 2019. Cette évolution porte l'empreinte de la hausse des exportations et des mobilisations de ressources extérieures.

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs du secteur monétaire.

4.1. Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont en recul de 53.759,4 millions entre 2019 et 2020 pour ressortir à 260.275,5 millions, en liaison avec une hausse plus importante des engagements comparativement à la progression des avoirs.

Au total, l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale se présente comme suit.

Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale de 2017 à 2020

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020
AVOIRS	425 583,8	579 140,5	600 090,1	850 060,5
Position de réserve	9 336,0	15 999,7	13 105,8	5 173,6
DTS détenus	32 104,1	46 245,8	59 954,9	222 404,3
Avoirs en devises	384 143,6	516 895,0	527 029,4	622 482,6
ENGAGEMENTS	222 032,0	153 189,0	286 055,3	589 785,0
Recours au crédit du FMI	77 734,1	92 934,5	106 576,4	257 343,1
Allocation de DTS	46 087,1	47 126,0	47 164,3	45 946,4
Banques et Institutions étrangères	98 208,9	13 128,6	132 314,6	286 495,5
Autres engagements en monnaies étrangères				
Autres dépôts étrangers				
Transferts à exécuter	1,9	0,0	0,0	0,0
AVOIRS EXTERIEURS NETS (1)	203 551,8	425 951,5	314 034,8	260 275,5

Source : BCEAO (Octobre 2021)

Par convention : Signe (+) = Avoirs nets ; Signe (-) = Engagements nets

L'augmentation des avoirs en 2020 provient principalement de la hausse des droits de tirages spéciaux détenus (+162.449,4 millions) et des avoirs en devises (+95.453,1 millions). Quant aux engagements, ils sont ressortis en progression de 303.729,7 millions en 2020, en relation avec le recours au crédit du FMI (+150.766,7 millions) et la hausse des engagements vis-à-vis des banques et institutions étrangères (+154.180,9 millions).

4.2. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des institutions de dépôt autres que la Banque Centrale, constituées des banques, s'est consolidée de 360.697,3 millions, en passant de 799.491,3 millions en 2019 à 1.160.188,6 millions en 2020. Les avoirs des banques locales sont essentiellement placés dans les autres Etats de l'Union, à travers l'acquisition des titres sur le marché régional.

Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires

(en millions de FCFA)

POSTES	2017	2018	2019	2020
AVOIRS	1 335 223,1	1 165 528,0	1 282 838,0	1 584 932,0
Banques	1 335 223,1	1 165 528,0	1 282 838,0	1 584 932,0
Autres institutions monétaires				
ENGAGEMENTS	667 659,8	523 503,9	483 346,7	424 743,4
Banques	667 659,8	523 503,9	483 346,7	424 743,4
Autres institutions monétaires				
POSITION MONETAIRE EXTERIEURE (1)	667 563,3	642 024,1	799 491,3	1 160 188,6

Source : BCEAO (Octobre 2021)

Par convention : Signe (+) = Avoirs nets ; Signe (-) = Engagements nets

4.3. Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions monétaires

Au total, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont ressortis excédentaires de 306.937,9 millions en 2020 contre un excédent de 45.550,6 millions en 2019. Cette évolution porte l'empreinte des mobilisations de ressources extérieures réalisées par l'Administration publique et de la consolidation des rapatriements de recettes d'exportation. L'évolution de la variation des avoirs extérieurs nets totaux se présente comme suit.

Tableau 17 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020
1. Variation des AEN du secteur bancaire	281 723,0	25 539,2	-157 467,2	-360 697,3
2. Variation des AEN de la Banque Centrale	-163 435,9	-222 399,7	111 916,6	53 759,4
Solde monétaire (1+2) (a)	118 287,1	-196 860,5	-45 550,6	-306 937,9
Contrepartie de réévaluations (b)	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde économique (a+b)	118 287,1	-196 860,5	-45 550,6	-306 937,9

Source : BCEAO (Octobre 2021)

Par convention : Signe (+) = Variation négative ; Signe (-) = Variation positive

5. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

L'année 2020 a été marquée par un léger recul du passif net de la Position Extérieure Globale, ressortie à 2.974.227,7 millions contre 2.974.804,5 millions, un an plus tôt.

La Position Extérieure Globale représente un état de patrimoine qui retrace, de manière aussi exhaustive que possible, l'ensemble des actifs et des passifs d'un pays (les résidents) vis-à-vis de l'extérieur (les non-résidents). Au 31 décembre 2020, la Position Extérieure Globale du Bénin dégage un passif net de 2.974.227,7 millions contre 2.974.804,5 millions au 31 décembre 2019. Cette évolution reflète une augmentation des engagements extérieurs moins forte, comparativement aux actifs financiers extérieurs, consécutive à une hausse des tirages de ressources extérieures, des investissements directs et des investissements de portefeuille.

Tableau 18 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin

(en millions de FCFA)

Postes	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers (A)	2 391 818,5	-4 820,5	3 233 228,7
Investissements directs	276 659,0	39,9	289 061,6
Investissements de portefeuille	1 010 127,9	895,1	1 465 141,2
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	502 245,5	1 430,1	626 984,4
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	74 127,5	251,0	67 432,2
Prêts	413 962,2	0,0	342 436,5
Régime d'assurance, de pension et de garantie	135,6	0,0	135,6
Crédits commerciaux	7 379,5	841,1	210 009,4
Autres comptes à payer/à recevoir	6 640,8	338,0	6 970,7
Avoirs de réserve	602 786,2	-7 185,6	852 041,6
Or monétaire	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	60 973,9	-9 775,4	222 404,3
Position de réserve au FMI	14 782,9	2 589,8	5 173,6
Autres avoirs de réserve	527 029,4	0,0	624 463,7
Stocks de passifs financiers (B)	5 366 623,0	-59 855,6	6 207 456,5
Investissements directs	1 733 151,7	106,0	1 832 836,3
Investissements de portefeuille	658 227,4	0,0	819 369,8
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	2 975 243,9	-59 961,6	3 555 250,4
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	373 090,3	0,0	357 293,4
Prêts	2 378 643,3	-55 940,9	2 823 290,7
Régime d'assurance, de pens. et de garant.	72,7	0,0	72,7
Crédits commerciaux	60 613,4	-2 061,7	69 957,9
Autres comptes à payer/à recevoir	114 858,4	60,5	258 689,4
Droits de tirage spéciaux	47 965,8	-2 019,5	45 946,4
Position extérieure globale (A) - (B)	-2 974 804,5	55 035,1	-2 974 227,7

Source : BCEAO (Octobre 2021)

5.1. Variation de la Position Extérieure Globale

Durant l'année 2020, les avoirs des résidents vis-à-vis des non résidents se sont consolidés (+35,2%) et leurs engagements se sont accrus (+15,7%), situant le passif net à 2.974.227,7 millions à fin décembre 2020 contre 2.974.804,5 millions une année plus tôt.

Ainsi, à l'actif le stock s'est établi à 3.233.228,7 millions au 31 décembre 2020 contre 2.391.818,5 millions une année plus tôt, en liaison notamment avec la progression des investissements de portefeuille (+45,0%) et des avoirs de réserve (+41,4%). La hausse des investissements de portefeuille s'explique notamment par les acquisitions de titres publics faites par les banques sur le marché régional. Les autres flux liés aux réévaluations et aux changements de volume se chiffrent à -4.820,5 millions.

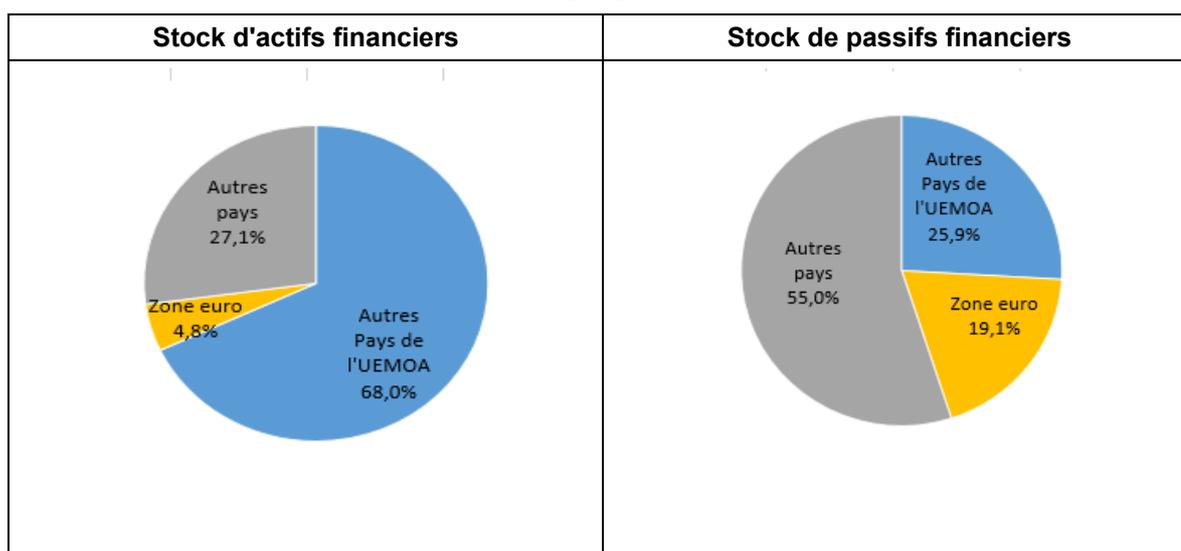
Au passif, l'encours des engagements est ressorti à 6.207.456,5 millions à fin 2020 contre 5.366.623,0 millions un an plus tôt. Son accroissement, de l'ordre de 15,7%, est principalement porté par les investissements de portefeuille (+24,5%), les emprunts extérieurs (+18,7%) et les investissements directs (+5,8%). Les autres flux liés aux réévaluations et aux changements de volume sont évalués à -59.855,6 millions. Ils sont essentiellement liés aux variations du taux de change sur l'encours de la dette extérieure et sur les droits de tirage spéciaux.

5.2. Ventilation géographique de la position extérieure globale

La ventilation géographique des actifs financiers fait ressortir la prédominance des pays de l'UEMOA à hauteur de 68,0%. Ces actifs sont détenus sous forme d'investissements de portefeuille (45,3%), notamment les titres publics acquis sur le marché régional de la dette publique. Ils sont également constitués des avoirs de réserve (26,4%) et de prêts (10,6%).

Les engagements financiers sont contractés à la fois auprès des autres pays (55,0%), des pays de l'UEMOA (25,9%) et de la Zone euro (19,1%). Ils se composent d'emprunts (45,5%), d'investissements directs (29,5%) et d'investissements de portefeuille (13,2%).

Graphique 10 : Ventilation géographique de la PEG en 2020



Source : BCEAO (Octobre 2021)

6. DETTE EXTERIEURE BRUTE TOTALE

L'année 2020 a été marquée par une augmentation de la dette extérieure brute totale, ressortie à 5.322.983,5 millions contre 4.298.761,9 millions, un an plus tôt.

La dette extérieure brute⁹ est égale, à toute date donnée, à la position des passifs courants effectifs, non conditionnels, qui comportent l'obligation pour le débiteur d'effectuer un ou plusieurs paiements en remboursement du principal et/ou de verser des intérêts à un ou plusieurs moments futurs, et qui sont dus à des non résidents par des résidents d'une économie.

6.1. Encours de la dette extérieure brute totale

Au 31 décembre 2020, la dette extérieure brute du Bénin se chiffre à 5.322.983,5 millions contre 4.298.761,9 millions au 31 décembre 2019, en hausse de 1.024.221,6 millions soit +23,8% en variation relative. En termes de maturité, la dette de court terme représente 12,6% contre 87,4% pour la dette de long terme. La dette extérieure a été contractée par le secteur public (Administration publique et Banque Centrale) à hauteur de 64,7% contre 35,3% pour le secteur privé (y compris les autres institutions de dépôt). La dette extérieure brute totale du secteur public est essentiellement de long terme.

Rapporté au produit intérieur brut, la dette extérieure brute totale ne représente que 59,1% à fin décembre 2020 contre 51,0% à fin décembre 2019. Ce niveau traduit un endettement modéré des résidents du Bénin vis-à-vis des non résidents à fin décembre 2020.

Tableau 19 : Evolution de la dette extérieure brute du Bénin

(en millions de FCFA)

	2017	2018	2019	2020	Proportion** (%)	Poids dans la dette** totale (%)
Dette extérieure du secteur public*	2 157 882,5	2 292 246,0	2 735 566,5	3 714 581,7	100,0	64,7
Court terme	199 524,9	119 418,6	142 206,6	291 539,5	6,9	4,5
Long terme	1 958 357,6	2 172 827,5	2 593 359,9	3 423 042,2	93,1	60,2
Dette extérieure du secteur privé non garantie par le secteur public	1 364 516,0	1 412 740,9	1 563 195,5	1 608 401,8	100,0	35,3
Court terme	472 567,3	340 155,6	283 720,0	280 858,5	23,2	8,2
Long terme	891 948,7	1 072 585,3	1 279 475,5	1 327 543,3	76,8	27,1
Position de la dette extérieure brute	3 522 398,5	3 704 986,9	4 298 761,9	5 322 983,5	100,0	100,0
Court terme	672 092,3	459 574,2	425 926,6	572 398,1	12,6	12,6
Long terme	2 850 306,2	3 245 412,8	3 872 835,3	4 750 585,4	87,4	87,4
PIB nominal	7 375 302,2	7 922 004,1	8 432 247,5	9 008 810,4		
Poids de la dette brute totale (en % du PIB)	47,8	46,8	51,0	59,1		

Source : BCEAO (Octobre 2021)

*y compris la dette de la Banque Centrale

** Moyenne sur la période 2017-2020

Enfin, il convient de rappeler qu'il existe une différence méthodologique de comptabilisation de la dette extérieure entre l'approche recommandée par le Fonds Monétaire International (**basée**

⁹ L'évaluation de la dette extérieure brute totale s'explique par la nécessité pour les décideurs, les marchés financiers et autres utilisateurs de statistiques de disposer d'informations complètes, fiables et comparables à l'échelle internationale. Les engagements au titre de la dette extérieure étant assortis d'une obligation de paiements ultérieurs, ils peuvent créer des situations qui rendent une économie vulnérable à des problèmes d'insolvabilité et de liquidité. En outre, l'expérience montre que la vulnérabilité extérieure peut avoir des répercussions économiques généralisées, et pas seulement sur l'économie initialement touchée, d'où la nécessité de quantifier et d'assurer un suivi de l'endettement extérieur (Cf. manuel méthodologique du Fonds Monétaire International).

sur la résidence du prêteur) et celle utilisée par la Caisse Autonome d'Amortissement (basée sur la monnaie). A titre d'exemple, les prêts libellés en francs CFA obtenus par le Gouvernement du Bénin auprès de la BOAD sont classés par la Caisse Autonome d'Amortissement comme une dette publique intérieure contrairement à la méthodologie du FMI qui considère qu'il s'agit d'une dette publique extérieure.

6.2. Composition de la dette extérieure brute totale

La composition par terme et par instrument financier est analysée suivant la nature institutionnelle du débiteur. Les données détaillées sont retracées à l'annexe 9 du document.

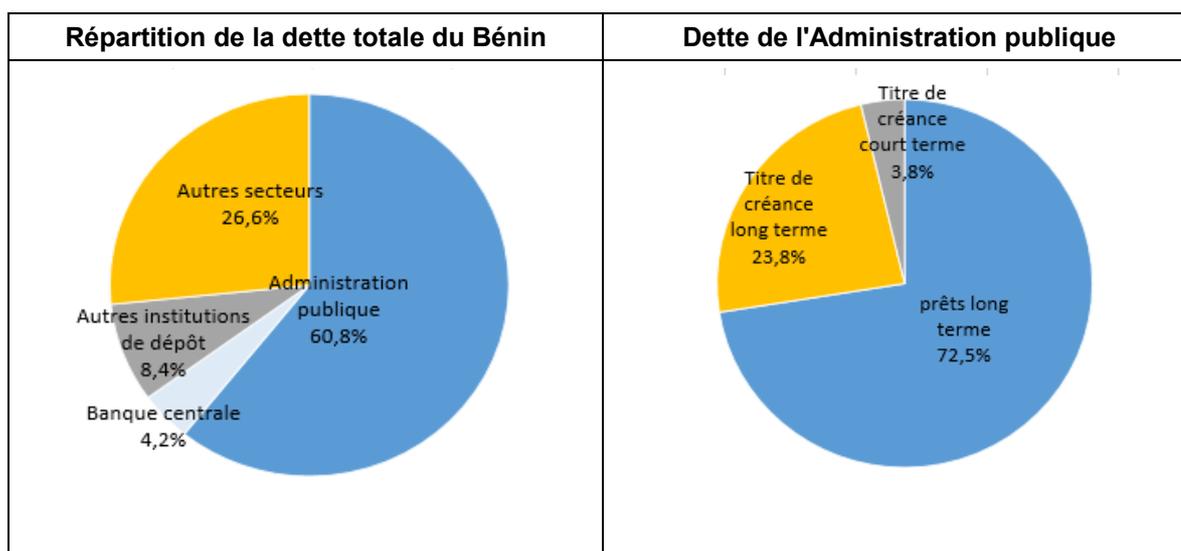
En ce qui concerne l'Administration publique, la dette extérieure brute est essentiellement constituée de prêts (72,5% du total de l'Administration publique) et de titre de créance (25,0%) de long terme. Les graphiques ci-dessous indiquent le poids de l'Administration publique dans la dette totale. La dette extérieure brute de l'Administration publique représente 37,5% du produit intérieur brut à fin décembre 2020 contre 30,3% à fin décembre 2019.

Quant à la Banque Centrale, sa dette porte sur des droits de tirages spéciaux (25,0% du total de la dette de la Banque Centrale), qui sont un instrument de long terme, des numéraires et dépôts (8,6%) et d'autres passifs sous forme de dette (64,1%) à court terme.

Les autres institutions de dépôt ont davantage des engagements à court terme. Leur dette extérieure est constituée de numéraire et dépôts (49,3%) et des prêts (23,4%) pour le court terme. En ce qui concerne le long terme, la dette est principalement sous forme de prêts (15,8%).

Les autres secteurs se sont endettés vis-à-vis des non résidents par le canal des crédits commerciaux (38,1%) à court terme, des emprunts (25,0%) et des prêts de long terme (27,0%). Quant aux prêts interentreprises au titre des investissements directs, ils représentent 21,3% du total de la dette extérieure brute du Bénin. Ils sont principalement composés de passifs sous forme de dette des entreprises d'investissement direct envers les investisseurs directs.

Graphique 11 : Poids de l'Administration publique dans la dette extérieure brute totale du Bénin



Source : BCEAO (Octobre 2021)

CONCLUSION

Au total, les échanges extérieurs du Bénin ont connu une évolution en cohérence avec le contexte international, marqué par la pandémie de Covid-19 et des incertitudes liées aux conflits commerciaux et aux tensions géopolitiques qui ont affecté la progression de l'activité économique mondiale, et l'évolution de l'économie nationale. Les estimations des services officiels situent le taux de croissance économique à 3,8% en 2020 contre une réalisation de 6,9% une année plus tôt.

Le solde global de la balance des paiements affiche ainsi un excédent de 306.937,9 millions en 2020, à la suite de celui enregistré au titre de l'année 2019 (+ 45.550,6 millions). Cette évolution traduit essentiellement un excès de couverture du déficit des transactions courantes par l'excédent des entrées de flux financiers enregistrées dans le compte financier.

Le déficit structurel du solde des transactions courantes, rapporté au PIB, s'est réduit en ressortant à 1,7% en 2020 contre 4,0% en 2019, en relation principalement avec une diminution plus forte des importations de biens (-11,8%) comparativement aux exportations de biens (-3,9%). Cette évolution est à mettre en relation avec l'évolution de la conjoncture économique notamment durant l'année sous revue.

Au niveau des flux financiers, le Gouvernement n'a pas émis d'eurobond en 2020. En revanche, il a mobilisé des ressources par le canal des émissions de titres publics. Au titre des investissements directs, les entrées nettes se sont inscrites en recul. Les investissements directs nets reçus sont ressortis à 87.576,1 millions contre 111.950,8 millions en 2019. Ils ont bénéficié aux secteurs de l'« intermédiation financière, assurance et retraite » (60,3%), la « construction » (44,5%) et les « transports et entreposages » (22,7%). En revanche, un recul a été observé dans le « commerce de gros et de détail » (34,5%).

Dans ces conditions, il conviendrait de poursuivre les efforts visant la transformation structurelle de l'économie béninoise, comme retenu dans le Programme d'Actions du Gouvernement. Dans cette perspective, les actions suivantes mériteraient une attention soutenue :

- la poursuite des efforts de diversification de l'économie, notamment à travers la valorisation des filières agricoles identifiées ;
- la poursuite de l'amélioration du climat des affaires et le recours au Partenariat Public-Privé pour la réalisation des projets et programmes inscrits au PAG ;
- le renforcement de l'offre d'énergie, conformément aux objectifs sectoriels et aux actions identifiées dans le cadre du deuxième compact du Millennium Challenge Account (MCA) ;
- la consolidation de la mobilisation des ressources intérieures, en lien avec les réformes structurelles en cours au niveau des régies financières ;
- la préservation de la soutenabilité de la dette publique grâce à une diversification des stratégies d'endettement visant à la réduction du coût et des risques de change.

Encadré 4 : Principales initiatives publiques en rapport avec les recommandations des rapports antérieurs

Cet encadré retrace les principales actions initiées par le Gouvernement en lien avec les recommandations formulées dans les précédents rapports de présentation des statistiques des comptes extérieurs du Bénin.

1. Diversification agricole

Dans l'objectif d'impulser la diversification agricole, le Gouvernement conduit le projet d'appui à la diversification agricole (33,8 milliards de francs CFA) destiné à renforcer la production de l'ananas, de l'anacarde, du riz et du maïs, le projet de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (13,5 milliards de francs CFA), le projet d'appui aux infrastructures agricoles dans la vallée de l'Ouémé (37,74 milliards de francs CFA) et le projet d'appui au développement de la chaîne de valeur du karité (3,5 milliards de francs CFA).

2. Renforcement de l'environnement des affaires

Un nouveau dispositif de promotion des investissements a été mis en place depuis 2017 et permet la rationalisation du cadre institutionnel et réglementaire de promotion des investissements au Bénin. Au plan stratégique, un Comité interministériel de promotion des investissements a été créé pour améliorer la concertation gouvernementale sur les questions liées au climat des affaires et apporter des réponses coordonnées aux besoins et attentes exprimées par les investisseurs. Au plan opérationnel, l'Agence pour la promotion des investissements et des exportations (APIEX) a fait l'objet d'une restructuration pour devenir la porte unique d'entrée des investisseurs et la vitrine de la promotion des investissements et des exportations au Bénin. L'APIEX est devenue ainsi : (i) le guichet unique pour la création d'entreprise, qui a permis de raccourcir le délais de création d'entreprise à trois heures ; (ii) l'organe technique en charge de l'étude des demandes d'agrément au Code des investissements ; (iii) le secrétariat exécutif de la Cellule d'Appui au PPP ; (iv) le point focal pour la mise en œuvre des réformes Doing Business ; (v) l'autorité administrative des zones économiques spéciales ; et (vi) le centre d'informations et de facilitation des exportations.

Dans le domaine du foncier, les mesures ont permis d'aboutir à la prise de la loi modificative n°2017-15 du 10 août 2017. Cette nouvelle loi permet de raccourcir les délais d'obtention des titres de propriété et, dans le cas des investisseurs étrangers, lever les contraintes d'acquisition d'actifs immobiliers. L'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF) a réalisé un certain nombre d'actions concernant la mise en ligne du cadastre de Cotonou ; la mise en place de casiers pour les notaires (qui permet à ces derniers de voir l'état d'avancement de leur demande) et la fixation des délais de délivrance des actes des transferts de propriété par l'ANDF.

3. Recours au Partenariat public-privé

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets de construction d'infrastructures inscrits dans son Programme d'Actions, le Gouvernement a opté pour un partenariat public-privé (PPP) avec des sociétés privées de construction. Sa mise en œuvre repose sur le cadre juridique et réglementaire des PPP défini par la loi n°2016-24 du 28 juin 2017 et les décrets d'application pris par le Gouvernement. L'opérationnalisation du cadre institutionnel, grâce notamment à l'assistance technique de la Banque mondiale, est effectif. L'analyse des options de financements des projets du PAG a permis de mettre en place un catalogue de projets PPP. En accord avec les meilleures pratiques à l'international, le Gouvernement veille à ce que : (i) les investissements liés aux PPP soient intégrés dans les documents budgétaires et les statistiques de finances publiques ; et (ii) les passifs relatifs aux PPP soient évalués et annexés dans la loi de finance. Les risques budgétaires liés à ces projets PPP sont analysés par une unité de gestion des risques budgétaires créée au Ministère de l'économie et des finances.

4. Reprofilage de la dette publique

Dans le cadre de la gestion de la dette publique, une opération de reprofilage a été initiée par le Gouvernement. Elle a permis de financer le rachat de certains crédits de court terme contractés auprès de créanciers locaux à des coûts élevés par des emprunts à long terme obtenus auprès de créanciers internationaux à des taux d'intérêt plus favorables.

ANNEXES

Annexe 1 : Balance des paiements 2020, optique BCEAO

Annexe 2 : Balance des paiements 2020 en termes de transactions, présentation standard

Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2020

Annexe 4 : Répartition des IDE reçus par secteurs d'activités (flux nets) en 2020

Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2020

Annexe 6 : Evolution des exportations de biens

Annexe 7 : Evolution des importations de biens

Annexe 8 : Ventilation géographique de la PEG en 2020

Annexe 1 : Balance des Paiements 2020 (optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

Code SDMX	Libellé / poste	CREDIT	DEBIT	SOLDE
100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	2 371 746,0	2 529 083,6	-157 337,6
011000_1_B_N_N_E	. - - Biens et services	2 013 588,2	2 263 822,1	-250 233,9
110000_1_B_N_N_E	. - - - - Biens	1 720 484,3	1 810 211,2	-89 727,0
111000_1_B_N_N_E	. - - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	1 712 003,3	1 810 211,2	-98 208,0
11100z_1_B_N_N_E	. - - - - - - Dont : Réexportations	739 114,7	0,0	739 114,7
112000_1_B_N_N_E	. - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0
113000_1_B_N_N_E	. - - - - - Or non monétaire	8 481,0	0,0	8 481,0
120000_1_B_N_N_E	. - - - - Services	293 103,9	453 610,8	-160 507,0
123000_1_B_N_N_E	. - - - - - Transport	97 800,0	236 507,8	-138 707,8
12311z_1_B_N_N_E	. - - - - - - Fret	95 650,0	226 724,9	-131 074,9
124000_1_B_N_N_E	. - - - - - Voyages	114 771,0	44 143,8	70 627,2
12E000_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services	80 532,8	172 959,2	-92 426,4
130000_1_B_N_AL_E	. - - Revenu primaire, dont	121 914,3	191 612,5	-69 698,2
131000_1_B_N_AL_E	. - - - - Rémunération des salariés	8 942,9	5 036,3	3 906,6
300000_3_B_N_AL_E	. - - - - Revenus des investissements	86 806,4	186 576,2	-99 769,8
140000_2_B_AL_AL_E	. - - Revenu secondaire	236 243,5	73 649,0	162 594,5
140000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	124 183,4	16 575,6	107 607,8
144000_2_B_GG_AL_E	. - - - - - Coopération internationale courante	124 183,4	16 402,4	107 781,0
140000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	112 060,1	57 073,5	54 986,7
146000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	108 571,5	47 835,0	60 736,5
14600z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - - Envois de fonds des travailleurs	108 571,5	47 835,0	60 736,5
147000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Autres transferts courants	3 488,6	9 238,5	-5 749,8
200000_2_B_AL_AL_E	. Compte de capital	104 312,41	3 809,42	100 502,99
210000_2_B_AL_AL_E	. - - Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	0,5	39,42	-38,92
220000_2_B_AL_AL_E	. - - Transferts de capital	104 311,91	3 770	100 541,91
220000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administration publique	64 015,91	0	64 015,91
221000_2_B_GG_AL_E	. - - - - - Remises de dette	0	0	0
222000_2_B_GG_AL_E	. - - - - - Autres transferts de capital	64 015,91	0	64 015,91
220000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	40 296	3 770	36 526
221000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Remises de dette	0	0	0
222000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Autres transferts de capital	40 296	3 770	36 526
300000_4_N_AL_AL_E	. Compte financier	280 866,3	642 622,6	-361 756,3
310000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissement direct	12 362,7	99 938,7	-87 576,1
311000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	15 746,0	58 053,4	-42 307,4
312000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Instruments de dette	-3 383,3	41 885,3	-45 268,6

Code SDMX	Libellé / poste	CREDIT	DEBIT	SOLDE
320000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissements de portefeuille	84 724,8	161 161,3	-76 436,5
321000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	-169,2	169,2
322000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de créance	84 724,8	161 330,5	-76 605,7
330000_4_N_AL_AL_E	. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
340000_4_N_AL_AL_E	. - - Autres investissements	183 778,8	381 522,6	-197 743,8
341000_4_N_AL_AL_E	. - - - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
348000_4_AL_AL_E	Autres titres de créance (ATC)	183 778,8	381 522,6	-197 743,8
348000_4_GG_AL_E	-- ATC Administrations publiques	0,0	324 258,0	-324 258,0
348000_4_OS_AL_E	-- ATC Autres secteurs	183 778,8	57 264,6	126 514,2
348000_4_FC_AL_E	---- ATC Autres sociétés financières	608,3	4 100,2	-3 491,9
348000_4_NC_AL_E	---- ATC Sociétés non financières	183 170,5	53 205,4	129 965,1
400000_5_N_AL_AL_E	. Erreurs et omissions nettes	-1 629 827,7	-1 631 843,9	2 016,2
6000000_1_B_N_N_E	Solde global	565 364,5	258 426,5	306 937,9
349000_4_AL_AL_E	Avoirs et engagements extérieurs	-565 364,5	-258 426,5	-306 937,9
349000_4_CB_AL_E	-- Avoirs et engagements de la BCEAO	-256 441,0	-310 292,6	53 851,6
349000_4_DT_AL_E	-- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	-308 923,5	51 866,1	-360 789,5

Source : BCEAO (Octobre 2021)

Annexe 2 : Balance des paiements 2020 en termes de transactions (Présentation standard)

(en millions de FCFA)

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	2 371 746,0	2 529 083,6	-157 337,6
011000_1_B_N_N_E	. - - Biens et services	2 013 588,2	2 263 822,1	-250 233,9
110000_1_B_N_N_E	. - - - - Biens	1 720 484,3	1 810 211,2	-89 727,0
111000_1_B_N_N_E	. - - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	1 712 003,3	1 810 211,2	-98 208,0
11100z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Dont : Réexportations	739 114,7	0,0	739 114,7
112000_1_B_N_N_E	. - - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0
112100_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0,0	0,0	0,0
112200_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0
113000_1_B_N_N_E	. - - - - - - Or non monétaire	8 481,0	0,0	8 481,0
120000_1_B_N_N_E	. - - - - Services	293 103,9	453 610,8	-160 507,0
121000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	78,5	0,0	78,5
121100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation, Biens reçus pour transformation	0,0	0,0	0,0
121200_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation , Biens reçus après transformation)	78,5	0,0	78,5
122000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	3 266,5	-3 266,5
123000_1_B_N_N_E	. - - - - - Transport	97 800,0	236 507,8	-138 707,8
123100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Pour tous les modes de transports	97 800,0	236 298,8	-138 498,8
123100_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	1 496,0	1 197,5	298,6
123110_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12311z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	95 650,0	226 724,9	-131 074,9
123120_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	654,0	8 376,5	-7 722,5
123130_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Transports maritimes	620,0	183 009,1	-182 389,1
123200_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	0,0	0,0	0,0
123210_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12321z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	0,0	183 009,1	-183 009,1
123220_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	620,0	0,0	620,0
123230_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Transports aériens	34,0	44 615,7	-44 581,7
123300_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	0,0	899,9	-899,9
123310_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12331z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	0,0	43 715,8	-43 715,8
123320_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	34,0	0,0	34,0
123330_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres modes de transport	97 146,0	8 674,1	88 472,0
123400_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	1 496,0	297,6	1 198,5
123410_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
12341z_1_B_N_N_E	. - - - - - Fret	95 650,0	0,0	95 650,0
123420_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	0,0	8 376,5	-8 376,5
123430_1_B_N_N_E	. - - - - - Services postaux et services de messagerie	0,0	209,0	-209,0
124000_1_B_N_N_E	. - - - - - Voyages	114 771,0	44 143,8	70 627,2
124100_1_B_N_N_E	. - - - - - À titre professionnel	63 485,0	1 663,3	61 821,6
124110_1_B_N_N_E	. - - - - - Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
124120_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	63 485,0	1 663,3	61 821,6
124200_1_B_N_N_E	. - - - - - À titre personnel	51 286,0	42 480,5	8 805,5
124210_1_B_N_N_E	. - - - - - Santé	0,0	2 982,0	-2 982,0
124220_1_B_N_N_E	. - - - - - Éducation	45,0	65 999,0	-65 954,0
124230_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres	51 241,0	-26 500,5	77 741,5
124000_1_B_N_N_E	. - - - - - Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	3 502,4	0,0	3 502,4
124011_1_B_N_N_E	. - - - - - Biens	0,0	0,0	0,0
124021_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de transports locaux	0,0	0,0	0,0
124031_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'hébergement	3 502,4	0,0	3 502,4
124041_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de restauration	0,0	0,0	0,0
124051_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services	0,0	0,0	0,0
124z51_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de santé	0,0	0,0	0,0
124y51_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'éducation	0,0	0,0	0,0
125000_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction	0,0	53 287,2	-53 287,2
125100_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction réalisés à l'étranger	0,0	0,0	0,0
125200_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0,0	53 287,2	-53 287,2
126000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'assurance et de retraite	4 188,0	4 977,0	-789,0
126100_1_B_N_N_E	. - - - - - Assurance directe	2 897,0	3 979,9	-1 082,9
126200_1_B_N_N_E	. - - - - - Réassurance	360,0	618,8	-258,8
126300_1_B_N_N_E	. - - - - - Services auxiliaires d'assurance	931,0	211,3	719,8
126400_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de retraite et de garantie standardisée	0,0	167,0	-167,0
127000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services financiers	25 001,3	1 847,5	23 153,8
127100_1_B_N_N_E	. - - - - - Services financiers explicitement facturés et autres	25 001,3	1 847,5	23 153,8
127200_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
128000_1_B_N_N_E	. - - - - - Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	10,0	230,4	-220,4
129000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de télécommunications, d'informatique et d'information	346,2	64 115,5	-63 769,3
129100_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de télécommunications	95,6	33 041,2	-32 945,6
129200_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'informatique	246,8	11 640,8	-11 394,0
129300_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'information	3,8	19 433,6	-19 429,7
12A000_1_B_N_N_E	. - - - - - Autres services aux entreprises	2 381,7	43 743,4	-41 361,6

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
12A100_1_B_N_N_E	. . . . . Services de recherche-développement	0,0	13,0	-13,0
12A200_1_B_N_N_E	. . . . . Services spécialisés et services de conseil en gestion	9,4	27 449,8	-27 440,4
12A300_1_B_N_N_E	. . . . . Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	2 372,3	16 280,5	-13 908,3
12B000_1_B_N_N_E	. . . . . Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,9	0,0	0,9
12B100_1_B_N_N_E	. . . . . Services audio-visuels et connexes	0,9	0,0	0,9
12B200_1_B_N_N_E	. . . . . Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0
12C000_1_B_N_N_E	. . . . . Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	48 526,2	1 491,8	47 034,4
12D000_1_B_N_N_E	. . . . . Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0,0	0,0	0,0
130000_1_B_N_AL_E	. - - Revenu primaire	121 914,3	191 612,5	-69 698,2
131000_1_B_N_AL_E	. - - - - Rémunération des salariés	8 942,9	5 036,3	3 906,6
300000_3_B_N_AL_E	. - - - - Revenus des investissements	86 806,4	186 576,2	-99 769,8
310000_3_B_N_AL_E	. - - - - Investissements directs	7 526,5	28 089,0	-20 562,5
310000_3E_B_N_AL_E	. - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	5 440,9	27 442,0	-22 001,1
310000_3D_B_N_AL_E	. - - - - Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	267,9	17 350,5	-17 082,6
311110_3D_B_N_AL_E	. - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	44,7	16 757,3	-16 712,6
311120_3D_B_N_AL_E	. - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	202,2	590,2	-388,0
311130_3D_B_N_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	21,0	3,0	18,0
311131_3D_B_N_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
311132_3D_B_N_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
311133_3D_B_N_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
310000_3R_B_N_AL_E	. - - - - Bénéfices réinvestis	5 173,0	10 091,5	-4 918,5
310000_3T_B_N_AL_E	. - - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
31100z_3_B_N_AL_E	. - - - - Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
310000_3I_B_N_AL_E	. - - - - Intérêts	2 085,7	647,0	1 438,7
312100_3I_B_N_AL_E	. - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	1 317,7	0,0	1 317,7
312200_3I_B_N_AL_E	. - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	16,0	26,0	-10,0
312300_3I_B_N_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	752,0	621,0	131,0
312310_3I_B_N_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
312320_3I_B_N_AL_E	. - - - - si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0,0	0,0	0,0
312330_3I_B_N_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
310000_3F_B_N_AL_E	. - - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
320000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Investissements de portefeuille	74 196,2	78 870,0	-4 673,7
320000_3E_B_N_AL_E	. - - - - - Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	1 126,5	369,0	757,5
321100_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	897,5	228,0	669,5
321200_3P_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	229,0	141,0	88,0
321200_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Dividendes	229,0	0,0	229,0
321200_3R_B_N_AL_E	. - - - - - Bénéfices réinvestis	0,0	141,0	-141,0
320000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	73 069,8	78 501,0	-5 431,2
320000_3I_B_N_ST_E	. - - - - - À court terme	14 889,6	4 391,0	10 498,6
320000_3I_B_N_LT_E	. - - - - - À long terme	58 180,1	74 110,0	-15 929,8
340000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Autres investissements	5 083,7	79 617,2	-74 533,6
340000_3D_B_N_AL_E	. - - - - - Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0
340000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	5 083,7	79 617,2	-74 533,6
340000_3F_B_N_AL_E	. - - - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
340000_3P_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,0	0,0
350000_3_B_N_AL_E	. - - - - - Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0
350000_3E_B_N_AL_E	. - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
350000_3I_B_N_AL_E	. - - - - - Intérêts	0,0	0,0	0,0
350000_3F_B_N_AL_E	. - - - - - Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
132000_1_B_N_AL_E	. - - - - - Autre revenu primaire	26 165,0	0,0	26 165,0
132100_1_B_N_AL_E	. - - - - - Taxes sur la production et importations	26 165,0	0,0	26 165,0
132200_1_B_N_AL_E	. - - - - - Subventions à la production	0,0	0,0	0,0
132300_1_B_N_AL_E	. - - - - - Loyers	0,0	0,0	0,0
140000_2_B_AL_AL_E	. - - Revenu secondaire	236 243,5	73 649,0	162 594,5
140000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	124 183,4	16 575,6	107 607,8
141000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,0	0,0	0,0
14100z_2_B_GG_AL_E	. - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
142000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Cotisations sociales	0,0	173,1	-173,1
14200z_2_B_GG_AL_E	. - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
143000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Prestations Sociales)	0,0	0,0	0,0
144000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Coopération internationale courante	124 183,4	16 402,4	107 781,0
145000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Transferts courants divers des administrations publiques	0,0	0,0	0,0
14500z_2_B_GG_AL_E	. - - - - Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
140000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	112 060,1	57 073,5	54 986,7
146000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	108 571,5	47 835,0	60 736,5

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
14600z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Envois de fonds des travailleurs	108 571,5	47 835,0	60 736,5
147000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Autres transferts courants	3 488,6	9 238,5	-5 749,8
141000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,0	0,0	0,0
142000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Cotisations sociales	23,3	2 927,5	-2 904,2
143000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Prestations sociales	2 800,0	134,0	2 666,0
148000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Primes d'assurance nettes hors assurance vie	6,3	308,5	-302,3
149000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Indemnités d'assurance dommage	230,8	68,8	162,0
144000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Coopération internationale courante	12,6	134,9	-122,3
145000_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Transferts courants divers	415,7	5 664,7	-5 249,1
14500z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
14A000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0
200000_2_B_AL_AL_E	. Compte de capital	104 312,4	3 809,4	100 503,0
210000_2_B_AL_AL_E	. - - Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	0,5	39,4	-38,9
220000_2_B_AL_AL_E	. - - Transferts de capital	104 311,9	3 770,0	100 541,9
220000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Administration publique	64 015,9	0,0	64 015,9
221000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_GG_AL_E	. - - - - Autres transferts de capital	64 015,9	0,0	64 015,9
22200z_2_B_GG_AL_E	. - - - - - dont : impôts en capital	0,0	0,0	0,0
220000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	40 296,0	3 770,0	36 526,0
221000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_OS_AL_E	. - - - - Autres transferts de capital	40 296,0	3 770,0	36 526,0
22200z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - dont : impôts en capital (Crédit)	0,0	0,0	0,0
22000z_2_B_OS_AL_E	. - - - - - dont : entre ménages	0,0	0,0	0,0
019000_B_B_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	2 476 058,4	2 532 893,0	-56 834,6
300000_4_N_AL_AL_E	. Compte financier	846 230,7	901 049,1	-54 818,4
300000_4_N_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	846 230,7	901 049,1	-54 818,4
310000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissement direct	12 362,7	99 938,7	-87 576,1
311000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	15 746,0	58 053,4	-42 307,4
311100_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	10 573,0	47 962,0	-37 389,0
311110_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	8 511,0	47 962,0	-39 451,0
311120_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
311130_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Entre entreprises sœurs	2 062,0	0,0	2 062,0
311131_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
311132_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
311133_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
311000_4R_N_AL_AL_E	. - - - - - Réinvestissement des bénéfices	5 173,0	10 091,5	-4 918,5
31100z_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3110zz_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
312000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Instruments de dette	-3 383,3	41 885,3	-45 268,6
312100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	-3 999,8	38 376,0	-42 375,8
312200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	-2,6	4 290,0	-4 292,6
312300_4_N_AL_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	619,0	-780,7	1 399,7
312310_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
312320_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
312330_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
31200z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de créance :	0,0	0,0	0,0
31201z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
31202z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
31203z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Entre entreprises sœurs	0,0	0,0	0,0
31213z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
31223z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
31233z_4_N_AL_AL_E	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
320000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissements de portefeuille	454 118,2	161 142,4	292 975,9
321000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	-662,0	-188,2	-473,8
321000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-662,0	-18,9	-643,0
321000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	0,0	-169,2	169,2
321000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	0,0	52,8	-52,8
321000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	-222,0	222,0
321100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
321110_4_N_AL_AL_E	. - - - - Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
321120_4_N_AL_AL_E	. - - - - Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
321200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
321200_4R_N_AL_AL_E	. - - - - Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0
32120z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de créance	454 780,2	161 330,5	293 449,7
322000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
322000_4_N_CB_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	370 055,4	0,0	370 055,4
322000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	229 443,0	0,0	229 443,0
322000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	140 612,4	0,0	140 612,4
322000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	0,0	161 330,5	-161 330,5
322000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	-4 848,0	4 848,0
322000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	166 178,5	-166 178,5
322000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	84 724,8	0,0	84 724,8
322000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	35 043,5	0,0	35 043,5
322000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	49 681,3	0,0	49 681,3
322000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	84 999,0	0,0	84 999,0
322000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	35 000,0	0,0	35 000,0
322000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	49 999,0	0,0	49 999,0
322000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-274,2	0,0	-274,2
322000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	43,5	0,0	43,5
322000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	-317,8	0,0	-317,8
330000_4_N_AL_AL_E	. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_FC_AL_E	. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_NC_AL_E	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
331000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
331100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Options	0,0	0,0	0,0
331200_4_N_AL_AL_E	. - - - - Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
332000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
340000_4_N_AL_AL_E	. - - Autres investissements	123 308,8	639 968,1	-516 659,3
341000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	-6 946,3	-15 796,9	8 850,6
342000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	8 491,2	-8 491,2
342000_4_N_CB_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	8 491,2	-8 491,2
342000_4_N_CB_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_AL_E	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_ST_E	. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_LT_E	. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
342000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	11 005,0	-24 288,1	35 293,1
34200z_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	11 005,0	-24 288,1	35 293,1
342000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	-17 951,3	0,0	-17 951,3
342000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	357,9	0,0	357,9
342000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	-18 309,2	0,0	-18 309,2
342000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	858,3	0,0	858,3
342000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	508,3	0,0	508,3
342000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	350,0	0,0	350,0
342000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-18 809,6	41,0	-18 850,6
342000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	-150,5	0,0	-150,5
342000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	-18 659,2	0,0	-18 659,2
343000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Prêts	-71 525,7	500 588,3	-572 113,9
343000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	157 449,4	-157 449,4
34300z_4_N_CB_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	157 449,4	-157 449,4
343000_4_N_CB_ST_E	. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_CB_LT_E	. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
34300z_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_ST_E	. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_LT_E	. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-71 417,0	-26 831,0	-44 586,0
343000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	-71 417,0	-15 649,0	-55 768,0
343000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	-11 182,0	11 182,0
343000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	0,0	324 258,0	-324 258,0
34300z_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - Autres à long terme	0,0	324 258,0	-324 258,0
343000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	-108,7	45 711,9	-45 820,5
343000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	-150,0	-25,3	-124,7
343000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	41,3	45 737,1	-45 695,8
343000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	-250,0	4 369,1	-4 619,1
343000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	-150,0	0,0	-150,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
343000_4_N_FC_LT_E	. . . . . À long terme	-100,0	4 369,1	-4 469,1
343000_4_N_NC_AL_E	. . . . . Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	141,3	41 342,8	-41 201,5
343000_4_N_NC_ST_E	. . . . . À court terme	0,0	-25,3	25,3
343000_4_N_NC_LT_E	. . . . . À long terme	141,3	41 368,1	-41 226,7
344000_4_N_AL_AL_E	. . . . . Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_CB_AL_E	. . . . . Banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_MA_AL_E	. . . . . Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_DT_AL_E	. . . . . Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_GG_AL_E	. . . . . Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_OS_AL_E	. . . . . Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_FC_AL_E	. . . . . Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_NC_AL_E	. . . . . Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
344100_4_N_AL_AL_E	. . . . . Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
344200_4_N_AL_AL_E	. . . . . Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
344300_4_N_AL_AL_E	. . . . . Droits à pension	0,0	0,0	0,0
344400_4_N_AL_AL_E	. . . . . Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
344500_4_N_AL_AL_E	. . . . . Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
344600_4_N_AL_AL_E	. . . . . Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_AL_AL_E	. . . . . Crédits commerciaux et avances	201 788,8	11 406,2	190 382,6
345000_4_N_CB_AL_E	. . . . . Banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_ST_E	. . . . . À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_LT_E	. . . . . À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_AL_E	. . . . . Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_ST_E	. . . . . À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_LT_E	. . . . . À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_AL_E	. . . . . Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_ST_E	. . . . . À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_LT_E	. . . . . À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_AL_E	. . . . . Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_ST_E	. . . . . À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_LT_E	. . . . . À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_OS_AL_E	. . . . . Autres secteurs	201 788,8	11 406,2	190 382,6
345000_4_N_OS_ST_E	. . . . . À court terme	200 023,6	-1 284,3	201 307,9
345000_4_N_OS_LT_E	. . . . . À long terme	1 765,3	12 690,5	-10 925,3
345000_4_N_FC_AL_E	. . . . . Autres sociétés financières	0,0	-352,8	352,8
345000_4_N_FC_ST_E	. . . . . À court terme	0,0	153,4	-153,4
345000_4_N_FC_LT_E	. . . . . À long terme	0,0	-506,2	506,2

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
345000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	201 788,8	11 759,0	190 029,8
345000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	200 023,6	-1 437,7	201 461,3
345000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	1 765,3	13 196,7	-11 431,5
346000_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	-8,0	143 770,4	-143 778,5
346000_4_N_CB_AL_E	. - - - - - Banque centrale	0,0	144 351,9	-144 351,9
346000_4_N_CB_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	144 351,9	-144 351,9
346000_4_N_CB_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_AL_E	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_DT_AL_E	. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-58,0	-728,0	670,0
346000_4_N_DT_ST_E	. - - - - - À court terme	-58,0	-728,0	670,0
346000_4_N_DT_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_AL_E	. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_OS_AL_E	. - - - - - Autres secteurs	50,0	146,5	-96,6
346000_4_N_OS_ST_E	. - - - - - À court terme	12,5	62,6	-50,1
346000_4_N_OS_LT_E	. - - - - - À long terme	37,5	83,9	-46,4
346000_4_N_FC_AL_E	. - - - - - Autres sociétés financières	0,0	83,9	-83,9
346000_4_N_FC_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_FC_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	83,9	-83,9
346000_4_N_NC_AL_E	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	50,0	62,6	-12,7
346000_4_N_NC_ST_E	. - - - - - À court terme	12,5	62,6	-50,1
346000_4_N_NC_LT_E	. - - - - - À long terme	37,5	0,0	37,5
347000_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Droits de tirage spéciaux	0,0	0,1	-0,1
350000_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Avoirs de réserve	256 441,0	0,0	256 441,0
351000_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Or monétaire	0,0	0,0	0,0
351100_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Or métal	0,0	0,0	0,0
351200_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
352000_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Droits de tirage spéciaux	171 205,8	0,0	171 205,8
353000_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Position de réserve au FMI	-12 199,1	0,0	-12 199,1
354000_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Autres avoirs de réserve	97 434,3	0,0	97 434,3
354100_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	95 473,3	0,0	95 473,3
354110_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Créances sur les autorités monétaires	408,0	0,0	408,0
354120_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Créances sur d'autres entités	95 065,3	0,0	95 065,3
354200_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
354210_4_N_AL_ST_E	. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_LT_E	. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
354220_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
354300_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
354400_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Autres créances	1 961,0	0,0	1 961,0
400000_5_N_AL_AL_E	. Erreurs et omissions nettes	-1 629 827,7	-1 631 843,9	2 016,2

Source : BCEAO (Octobre 2021)

Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2020

(en millions de FCFA)

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
Position extérieure global nette	2 391 818,5	-4 820,5	3 233 228,7	846 230,7	5 366 623,0	-59 855,6	6 207 456,5	900 689,0
. - - Investissement direct	276 659,0	39,9	289 061,6	12 362,7	1 733 151,7	106,0	1 832 836,3	99 578,6
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	159 929,8	35,0	175 710,8	15 746,0	696 904,0	0,0	754 597,3	57 693,3
. - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	154 071,8	35,0	164 679,8	10 573,0	688 454,4	0,0	736 416,4	47 962,0
. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	153 597,3	35,0	162 143,3	8 511,0	688 117,7	0,0	736 079,7	47 962,0
. - - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (à rebours)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - - Entre entreprises sœurs	474,5	0,0	2 536,5	2 062,0	336,7	0,0	336,7	0,0
. - - - - Instruments de dette	116 729,2	4,9	113 350,8	-3 383,3	1 036 247,7	106,0	1 078 239,0	41 885,3
. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	115 220,0	0,0	111 220,3	-3 999,8	1 032 886,5	0,0	1 071 262,5	38 376,0
. - - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	41,2	0,0	38,6	-2,6	162,0	0,0	4 452,0	4 290,0
. - - - - - - - Entre entreprises sœurs	1 468,0	4,9	2 091,9	619,0	3 199,2	106,0	2 524,5	-780,7
. - - Investissements de portefeuille	1 010 127,9	895,1	1 465 141,2	454 118,2	658 227,4	0,0	819 369,8	161 142,4
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	18 781,5	0,0	18 119,6	-662,0	6 405,1	0,0	6 217,0	-188,2
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	3 509,0	0,0	2 847,0	-662,0	4 123,9	0,0	4 104,9	-18,9
. - - - - - - Autres secteurs	15 272,5	0,0	15 272,5	0,0	2 281,3	0,0	2 112,0	-169,2
. - - - - - - - Autres sociétés financières	60,5	0,0	60,5	0,0	1 944,6	0,0	1 997,4	52,8
. - - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	15 212,0	0,0	15 212,0	0,0	336,6	0,0	114,6	-222,0
. - - - - Titres de créance	991 346,3	895,1	1 447 021,6	454 780,2	651 822,3	0,0	813 152,8	161 330,5
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	811 792,7	729,0	1 182 577,1	370 055,4	3 200,0	0,0	3 200,0	0,0
. - - - - - - - - - - - À court terme	180 624,0	0,0	410 067,0	229 443,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - - - - - - - À long terme	631 168,7	729,0	772 510,1	140 612,4	3 200,0	0,0	3 200,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	644 808,2	0,0	806 138,7	161 330,5
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	9 892,0	0,0	5 044,0	-4 848,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	634 916,2	0,0	801 094,7	166 178,5
. - - - - - Autres secteurs	179 553,6	166,1	264 444,5	84 724,8	3 814,1	0,0	3 814,1	0,0
. - - - - - À court terme	747,0	149,0	35 939,5	35 043,5	1 843,8	0,0	1 843,8	0,0
. - - - - - À long terme	178 806,6	17,1	228 505,0	49 681,3	1 970,3	0,0	1 970,3	0,0
. - - - - - Autres sociétés financières	173 196,0	140,0	258 335,0	84 999,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	680,0	140,0	35 820,0	35 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	172 516,0	0,0	222 515,0	49 999,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	6 357,6	26,1	6 109,5	-274,2	3 814,1	0,0	3 814,1	0,0
. - - - - - À court terme	67,0	9,0	119,5	43,5	1 843,8	0,0	1 843,8	0,0
. - - - - - À long terme	6 290,6	17,1	5 990,0	-317,8	1 970,3	0,0	1 970,3	0,0
. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Autres investissements	502 245,5	1 430,1	626 984,4	123 308,8	2 975 243,9	-59 961,6	3 555 250,4	639 968,1
. - - - - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	74 127,5	251,0	67 432,2	-6 946,3	373 090,3	0,0	357 293,4	-15 796,9
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	23 114,3	0,0	31 605,5	8 491,2
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	23 114,3	0,0	31 605,5	8 491,2
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	63 174,0	0,0	74 179,0	11 005,0	349 976,0	0,0	325 687,9	-24 288,1
. - - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	63 174,0	0,0	74 179,0	11 005,0	349 976,0	0,0	325 687,9	-24 288,1
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	10 953,5	251,0	-6 746,8	-17 951,3	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	2 592,2	0,0	2 950,0	357,9	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	8 361,3	251,0	-9 696,8	-18 309,2	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres sociétés financières	2 873,9	251,0	3 983,3	858,3	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	1 944,9	0,0	2 453,3	508,3	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	929,0	251,0	1 530,0	350,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	8 079,6	0,0	-10 730,1	-18 809,6	-108,0	0,0	-67,0	41,0
. - - - - - À court terme	647,3	0,0	496,8	-150,5	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	7 432,3	0,0	-11 226,8	-18 659,2	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Prêts	413 962,2	0,0	342 436,5	-71 525,7	2 378 643,3	-55 940,9	2 823 290,7	500 588,3
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	108 387,6	-8 493,9	257 343,1	157 449,4
. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	108 387,6	-8 493,9	257 343,1	157 449,4
. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	412 437,0	0,0	341 020,0	-71 417,0	125 423,0	0,0	98 592,0	-26 831,0
. - - - - - À court terme	412 437,0	0,0	341 020,0	-71 417,0	109 830,0	0,0	94 181,0	-15 649,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	15 593,0	0,0	4 411,0	-11 182,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	2 042 382,0	-47 982,0	2 318 658,0	324 258,0
. - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	2 042 382,0	-47 982,0	2 318 658,0	324 258,0
. - - - - - Autres secteurs	1 525,2	0,0	1 416,5	-108,7	102 450,7	535,0	148 697,6	45 711,9
. - - - - - À court terme	936,0	0,0	786,0	-150,0	861,3	12,6	848,7	-25,3
. - - - - - À long terme	589,2	0,0	630,5	41,3	101 589,4	522,4	147 849,0	45 737,1
. - - - - - Autres sociétés financières	1 451,0	0,0	1 201,0	-250,0	14 422,0	0,0	18 791,0	4 369,1
. - - - - - À court terme	871,0	0,0	721,0	-150,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	580,0	0,0	480,0	-100,0	14 422,0	0,0	18 791,0	4 369,1
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	74,2	0,0	215,5	141,3	88 028,8	535,0	129 906,6	41 342,8
. - - - - - À court terme	65,0	0,0	65,0	0,0	861,3	12,6	848,7	-25,3
. - - - - - À long terme	9,2	0,0	150,5	141,3	87 167,5	522,4	129 057,9	41 368,1
. - - - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	135,6	0,0	135,6	0,0	72,7	0,0	72,7	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	135,6	0,0	135,6	0,0	72,7	0,0	72,7	0,0
. - - - - - Autres sociétés financières	135,6	0,0	135,6	0,0	72,7	0,0	72,7	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Crédits commerciaux et avances	7 379,5	841,1	210 009,4	201 788,8	60 613,4	-2 061,7	69 957,9	11 406,2
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	7 379,5	841,1	210 009,4	201 788,8	60 613,4	-2 061,7	69 957,9	11 406,2
. - - - - - À court terme	6 658,5	840,8	207 522,9	200 023,6	24 730,7	-2 061,7	21 384,7	-1 284,3
. - - - - - À long terme	721,0	0,3	2 486,5	1 765,3	35 882,7	0,0	48 573,2	12 690,5
. - - - - - Autres sociétés financières	2,9	0,0	2,9	0,0	2 268,7	0,0	1 916,0	-352,8
. - - - - - À court terme	2,9	0,0	2,9	0,0	154,0	0,0	307,4	153,4
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	2 114,8	0,0	1 608,6	-506,2
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	7 376,5	841,1	210 006,5	201 788,8	58 344,6	-2 061,7	68 041,9	11 759,0
. - - - - - À court terme	6 655,6	840,8	207 519,9	200 023,6	24 576,7	-2 061,7	21 077,3	-1 437,7
. - - - - - À long terme	721,0	0,3	2 486,5	1 765,3	33 767,9	0,0	46 964,6	13 196,7
. - - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	6 640,8	338,0	6 970,7	-8,0	114 858,4	60,5	258 689,4	143 770,4
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	112 038,9	0,0	256 390,8	144 351,9
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	112 038,9	0,0	256 390,8	144 351,9
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	216,0	0,0	158,0	-58,0	869,0	0,0	141,0	-728,0
. - - - - - À court terme	216,0	0,0	158,0	-58,0	869,0	0,0	141,0	-728,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	6 424,8	338,0	6 812,7	50,0	1 950,5	60,5	2 157,6	146,5
. - - - - - À court terme	6 358,3	338,0	6 708,8	12,5	609,6	60,5	732,7	62,6
. - - - - - À long terme	66,5	0,0	103,9	37,5	1 341,0	0,0	1 424,9	83,9
. - - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	1 341,0	0,0	1 424,9	83,9
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	1 341,0	0,0	1 424,9	83,9
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	6 424,8	338,0	6 812,7	50,0	609,6	60,5	732,7	62,6
. - - - - - À court terme	6 358,3	338,0	6 708,8	12,5	609,6	60,5	732,7	62,6
. - - - - - À long terme	66,5	0,0	103,9	37,5	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	47 965,8	-2 019,5	45 946,4	0,1
. - - Avoirs de réserve	602 786,2	-7 185,6	852 041,6	256 441,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Or métal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Droits de tirage spéciaux	60 973,9	-9 775,4	222 404,3	171 205,8	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Position de réserve au FMI	14 782,9	2 589,8	5 173,6	-12 199,1	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres avoirs de réserve	527 029,4	0,0	624 463,7	97 434,3	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	527 029,4	0,0	622 502,7	95 473,3	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Créances sur les autorités monétaires	651,2	0,0	1 059,2	408,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Créances sur d'autres entités	526 378,2	0,0	621 443,5	95 065,3	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres créances	0,0	0,0	1 961,0	1 961,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : BCEAO (Octobre 2021)

Annexe 4 : Répartition des investissements directs reçus par secteur d'activités (flux nets)

(en millions de FCFA)

	A. Agriculture, sylviculture et pêche	B. Exploitation minière	C. Industrie manufacturière	D. Production et distribution d'électricité, gaz,	E. Distributi on d'eau, assainiss ement, ...	F. Constructi on	G. Commerce de gros et de détail	H. Transports, entreposage	I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	J. Commu nication	K. Intermédiation financière, assurance et retraite	L. Immobilier, Location, services aux entreprises	X. Autres secteurs	TOTAL
AFRIQUE	0,0	0,0	2338	0,0	0,0	933,4	-16 137,8	-1 414,5	757,9	2 000,1	38 422,1	48,8	0,0	26 948,1
<i>UEMOA</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>2 412,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>933,4</i>	<i>-21 142,7</i>	<i>0,0</i>	<i>757,9</i>	<i>0,0</i>	<i>19 981,8</i>	<i>48,8</i>	<i>0,0</i>	<i>2 991,1</i>
Burkina	0,0	0,0	7,7	0,0	0,0	1 500,0	3 500,0	0,0	0,0	0,0	8 525,3	0,0	0,0	13 533,0
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	-14 562,1	0,0	0,0	0,0	3 619,8	0,0	0,0	-10 939,8
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mali	0,0	0,0	-25,3	0,0	0,0	0,0	1 592,6	0,0	757,9	0,0	-829,9	0,0	0,0	1 495,4
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-561,6	-1 751,2	0,0	0,0	0,0	2 358,0	0,0	0,0	45,2
Sénégal	0,0	0,0	2 422,2	0,0	0,0	0,0	119,6	0,0	0,0	0,0	4 646,2	-89,3	0,0	7 098,7
Togo	0,0	0,0	5,0	0,0	0,0	-5,0	-10 041,6	0,0	0,0	0,0	1 662,3	138,0	0,0	-8 241,3
<i>CEDEAO hors UEMOA dont :</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>5 000,0</i>	<i>-291,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>2 713,8</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>7 422,6</i>
Ghana	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 192,0	0,0	0,0	1 192,0
Nigeria	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5 000,0	-291,2	0,0	0,0	2 286,8	0,0	0,0	6 995,6
<i>CEMAC</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-496,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-1 123,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>4 491,8</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>2 872,6</i>
<i>Afrique hors CEDEAO, CEMAC et UEMOA dont :</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>422,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>4,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>2 000,0</i>	<i>11 234,8</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>13 661,7</i>
Afrique du Sud	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10 885,9	0,0	0,0	10 885,9
EUROPE	0,0	0,0	2 605,2	0,0	0,0	34 890,9	-6 021,8	21 185,4	-83,0	0,0	14 220,6	2,5	0,0	66 799,7
<i>UNION EUROPEENNE</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>2 146,5</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>34 890,9</i>	<i>-6 021,8</i>	<i>21 174,2</i>	<i>-83,0</i>	<i>0,0</i>	<i>14 220,6</i>	<i>2,5</i>	<i>0,0</i>	<i>66 329,8</i>
<i>ZONE EURO dont :</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>2 102,4</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>34 890,9</i>	<i>-6 021,8</i>	<i>16 174,2</i>	<i>-83,0</i>	<i>0,0</i>	<i>14 220,6</i>	<i>2,5</i>	<i>0,0</i>	<i>61 285,8</i>
Allemagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Espagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
France	0,0	0,0	2 101,9	0,0	0,0	34 890,9	-6 021,8	16 188,2	-83,0	0,0	14 174,0	2,5	0,0	61 252,6
Grèce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

	A. Agriculture, sylviculture et pêche	B. Exploitation minière	C. Industrie manufacturière	D. Production et distribution d'électricité, gaz,	E. Distributi on d'eau, assainiss ement, ...	F. Constructi on	G. Commerce de gros et de détail	H. Transports, entreposage	I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	J. Commu nication	K. Intermédiation financière, assurance et retraite	L. Immobilier, Location, services aux entreprises	X. Autres secteurs	TOTAL
Irlande	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Italie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-14,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-14,0
Pays-Bas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portugal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Union Européenne hors Zone euro dont :</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>44,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>5 000,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>5 044,0</i>
Royaume-Uni	0,0	0,0	44,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	44,0
<i>Europe hors UE dont :</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>458,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>11,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>469,9</i>
Fédération de Russie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	0,0	0,0	2 060,8	0,0	0,0	0,0	0,0	11,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 072,0
Turquie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AMERIQUE dont:	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,7	0,0	0,0	0,0	0,0	-2,0	0,0	3,7
Canada	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Brésil	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
États-Unis d'Amérique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,7	0,0	0,0	0,0	0,0	-2,0	0,0	3,7
ASIE dont :	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 000,0	-7 659,5	0,0	0,0	-1 515,9	0,0	0,0	0,0	-6 175,4
Chine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 000,0	-8 274,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-5 274,0
Inde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	480,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	480,1
Japon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
OCEANIE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	0,0	0,0	4 943,2	0,0	0,0	38 824,2	-29 813,5	19 771,0	674,9	484,2	52 642,8	49,3	0,0	87 576,1

Source : BCEAO (Octobre 2021)

Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2020

Annexe 5.1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2020 à partir des statistiques officielles

(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		17 374,9	5 193,1		24 349,2	20 320,2	1 073,4	5 210,2	73 521,0
	Burkina Faso	2 683,8		13 066,3		24 026,0	30 857,9	6 590,7	13 014,4	90 239,0
	Côte d'Ivoire	31 767,4	291 698,0		641,8	383 920,7	67 522,6	75 559,5	31 220,0	882 330,0
	Guinée Bissau	497,7					6,6	663,8		1 168,2
	Mali	758,5	41 462,8	41 608,5	129,1		5 776,5	53 953,0	1 819,4	145 507,9
	Niger	5 272,3	52 213,2	4 199,2		55 862,0		1 320,4	568,8	119 435,8
	Sénégal	11 113,4	30 128,6	118 466,8	33 997,7	493 013,5	12 183,3		11 032,5	709 935,7
	Togo	142 966,3	99 714,3	36 584,1	4 458,3	75 005,2	50 680,9	35 556,9		444 966,0
	UEMOA	195 059,4	532 591,9	219 118,0	39 226,9	1 056 176,7	187 347,8	174 717,7	62 865,3	2 467 103,5

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2021)

Annexe 5.2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2020

(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		2 300,7	1 196,9	79,2	282,3	15 538,3	38,7	10 988,4	30 424,4
	Burkina Faso	823,0		15 726,8		20 985,3	276,7	42,3	821,8	38 675,8
	Côte d'Ivoire	911,1	5 003,2		174,2			2 867,3	162,6	9 118,4
	Guinée Bissau					288,9		2 685,1		2 973,9
	Mali	11 225,7	581,3	392,2	115,6		5 006,4	48 521,9	8 436,3	74 279,4
	Niger	12 339,6	646,7	918,7		6 596,1		155,8	8 388,4	29 045,4
	Sénégal	612,2	305,3	990,0	5 919,4		55,6		28,6	7 911,1
	Togo	311,1	2 257,6	1 722,1	17,2	36,3	36,3	35,7		4 416,2
	UEMOA	26 222,7	11 094,8	20 946,7	6 305,6	28 188,9	20 913,3	54 346,7	28 826,0	196 844,8

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2021)

Annexe 5.3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2020

(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		19 675,6	6 390,0	79,2	24 631,6	35 858,5	1 112,1	16 198,6	103 945,5
	Burkina Faso	3 506,8		28 793,0	0,0	45 011,3	31 134,6	6 632,9	13 836,2	128 914,8
	Côte d'Ivoire	32 678,6	296 701,3		815,9	383 920,7	67 522,6	78 426,8	31 382,5	891 448,4
	Guinée Bissau	497,7	0,0	0,0		288,9	6,6	3 348,9	0,0	4 142,1
	Mali	11 984,3	42 044,1	42 000,7	244,7		10 783,0	102 474,8	10 255,8	219 787,3
	Niger	17 611,9	52 859,9	5 118,0	0,0	62 458,1		1 476,2	8 957,2	148 481,2
	Sénégal	11 725,6	30 433,9	119 456,8	39 917,1	493 013,5	12 238,9		11 061,1	717 846,7
	Togo	143 277,4	101 971,9	38 306,2	4 475,6	75 041,5	50 717,1	35 592,5		449 382,2
	UEMOA	221 282,2	543 686,7	240 064,6	45 532,5	1 084 365,5	208 261,2	229 064,3	91 691,3	2 663 948,3

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2021)

Annexe 5.4 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2020

(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 914,8	1 216,5	137,3	274,4	2 644,3	1 666,0	7 477,8	18 331,1
	Burkina Faso	13 967,2		8 308,1	309,3	1 314,3	3 454,6	1 876,7	11 743,6	40 973,8
	Côte d'Ivoire	13 359,4	15 416,3		76,4	3 112,5	3 640,3	3 333,7	11 870,9	50 809,6
	Guinée-Bissau	16,7	16,2	0,0		4,5	115,4	1 861,6	15,9	2 030,2
	Mali	3 432,5	8 143,2	6 546,1	812,7		4 312,7	2 709,4	2 857,4	28 814,0
	Niger	4 971,9	2 181,9	963,0	28,1	437,9		2 742,8	2 208,1	13 533,6
	Sénégal	965,1	9 690,4	1 032,6	707,5	2 915,4	1 020,2		426,0	16 757,2
	Togo	14 361,3	2 924,3	731,3	92,6	510,2	3 397,0	2 856,7		24 873,3
	UEMOA	51 074,1	43 287,1	18 797,5	2 163,9	8 569,1	18 584,4	17 046,9	36 599,6	196 122,7

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2021)

Annexe 5.5 : Estimation des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2020

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 388,8	6 511,1	91,9	1 883,9	10 672,3	5 186,9	4 468,1	32 203,0
	Burkina Faso	11 811,5		13 027,9	26,6	12 094,3	8 897,1	11 441,1	11 925,7	63 391,3
	Côte d'Ivoire	261,8	34 774,9		229,0	59 579,4	10 134,0	25 599,2	32 798,2	174 926,2
	Guinée-Bissau	4 089,3	96,5	336,9		776,8	136,5	6 507,9	410,6	8 527,1
	Mali	10 911,1	9 240,7	14 047,2	55,2		8 348,3	28 997,8	9 834,6	74 613,1
	Niger	6 857,5	2 711,9	2 272,0	30,5	7 827,4		4 412,0	9 454,9	37 619,9
	Sénégal	2 738,9	8 259,7	16 565,8	6 834,7	23 767,2	6 405,6		6 673,6	75 364,0
	Togo	42 648,5	3 874,8	6 900,3	125,2	2 525,0	8 577,6	5 026,7		29 768,6
	UEMOA	5 978,5	62 347,3	59 661,4	7 393,1	108 454,0	53 171,5	87 171,7	75 565,7	496 413,2

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2021)

Annexe 6 : Evolution des exportations en 2020

Annexe 6.1 : Exportations officielles (FOB) par grands groupes de produits

Postes	Quantité (Tonnes)		Variation	Valeurs (en millions de FCFA)		Variation	Part relative (en %)	
	2019	2020	(%)	2019	2020	(%)	2019	2020
PRODUITS DU COTON	623 318,7	952 393,7	52,8	325 465,6	319 250,8	-1,9	65,3	65,7
Fibres de coton	276 705,8	290 578,6	5,0	273 560,1	271 589,9	-0,7	54,9	55,9
Graines de Coton	216 641,1	266 037,3	22,8	32 900,1	26 793,8	-18,6	6,6	5,5
Tourteaux de coton	108 010,4	390 154,7	261,2	8 028,9	17 702,8	120,5	1,6	3,6
Huile de coton	21 961,5	5 623,0	-74,4	10 976,5	3 164,4	-71,2	2,2	0,7
PROD. DU PALMIER	10 686,9	7 524,8	-29,6	11 236,1	3 314,5	-70,5	2,3	0,7
Huile de palme	9 225,3	6 707,8	-27,3	10 976,5	3 164,4	-71,2	2,2	0,7
Huile de palmiste	1 461,6	817,0	0,0	259,7	150,1	0,0	0,1	0,0
Tourteaux de palmiste	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
AUTRES PRODUITS dont	727 681,0	664 592,9	-8,7	161 676,8	163 225,7	1,0	32,4	33,6
Viande et abats comestibles	11 604,9	26,9	-99,8	11 544,9	9,5	-99,9	2,3	0,0
Noix d'anacarde	93 536,2	86 805,0	-7,2	44 691,0	32 765,8	-26,7	9,0	6,7
Riz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tabacs et cigarettes	0,0	0,3	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0
Sucre et sucrerie	378,5	3 522,6	830,7	62,8	941,4	1 399,0	0,0	0,2
Boissons	1 113,7	2 992,1	168,7	331,7	863,0	160,2	0,1	0,2
Bois et ouvrages en bois	73 287,7	59 427,5	-18,9	14 850,0	12 060,6	-18,8	3,0	2,5
Produits pétroliers	43 751,0	74 236,9	69,7	14 723,3	21 403,8	45,4	3,0	4,4
Métaux précieux	66,2	163,9	0,0	8 672,3	8 481,2	-2,2	1,7	1,7
Fer fonte et acier	37 496,5	40 157,0	7,1	13 853,8	14 206,0	2,5	2,8	2,9
TOTAL (statistiques officielles)	1 361 686,5	1 624 511,4	19,3	498 378,6	485 791,1	-2,5	100,0	100,0

Source : INSAE (Septembre 2021)

Annexe 6.2 : Evolution des exportations de marchandises ajustées

Postes	(en millions de FCFA)			
	2017	2018	2019	2020
Produits du coton	243 674,3	300 235,2	325 465,6	319 250,8
Produits du palmier	14 003,1	13 460,8	11 236,1	3 314,5
Autres produits	172 014,2	214 338,6	161 676,8	163 225,7
Total statistiques officielles	429 691,5	528 034,6	498 378,5	485 791,0
Ajustement de champ	1 301 008,5	1 329 578,9	1 292 566,8	1 234 696,8
<i>dont réexportation</i>	853 064,0	852 169,2	788 073,3	684 058,9
Exportations totales ajustées	1 730 700,0	1 857 613,5	1 790 945,3	1 720 487,8

Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2021)

Annexe 6.3 : Répartition géographique des exportations officielles

Régions	2018	2019	2020	2019	2020
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
ASIE	373 184,6	338 753,4	345 172,5	68,0	71,1
Chine	40 666,4	36 786,6	32 240,6	7,4	6,6
Taïwan	4,3	0,0	1,0	0,0	0,0
Vietnam	52 741,4	51 728,2	14 698,1	10,4	3,0
Pakistan	816,8	174,6	5 522,2	0,0	1,1
Indonésie	2 217,9	692,9	400,1	0,1	0,1
Bangladesh	119 842,5	134 143,7	187 114,8	26,9	38,5
Thaïlande	208,3	444,4	520,0	0,1	0,1
Inde	96 044,9	70 702,7	57 674,7	14,2	11,9
Malaisie	24 979,3	14 710,5	22 915,4	3,0	4,7
Singapour	12 878,7	9 394,7	1 871,6	1,9	0,4
Autres	22 784,1	19 975,1	22 214,0	4,0	4,6
EUROPE	39 181,6	44 178,7	63 556,2	8,9	13,1
Union Européenne	33 390,6	32 360,9	38 307,4	6,5	7,9
Belgique	5 223,3	2 727,0	2 071,2	0,5	0,4
France	1 836,7	1 812,1	3 260,2	0,4	0,7
Allemagne	1 021,2	1 079,7	5 294,1	0,2	1,1
Espagne	345,7	941,9	491,3	0,2	0,1
Portugal	1 477,0	962,2	197,2	0,2	0,0
Pays bas	2 575,9	5 487,6	6 339,3	1,1	1,3
Italie	399,5	393,3	300,8	0,1	0,1
Danemark	19 789,6	17 776,6	18 143,3	3,6	3,7
Autres	721,6	1 180,4	2 210,0	0,2	0,5
Non Union Européenne	5 791,0	11 817,8	25 248,8	2,4	5,2
Norvège	0,0	0,0	2 105,2	0,0	0,4
Suisse	1 428,3	492,6	1,4	0,1	0,0
Autres	4 362,7	11 325,2	23 142,1	2,3	4,8
AFRIQUE	100 915,4	105 313,7	71 057,8	21,1	14,6
UEMOA	34 872,6	40 853,4	43 880,5	8,2	9,0
Burkina	6 032,3	11 504,2	11 978,4	2,3	2,5
Côte d'Ivoire	5 804,8	6 527,4	7 276,2	1,3	1,5
Mali	2 129,7	2 434,3	4 964,8	0,5	1,0
Niger	15 676,8	15 524,2	13 235,2	3,1	2,7
Sénégal	601,4	926,9	1 315,2	0,2	0,3
Togo	4 622,7	3 933,8	5 110,6	0,8	1,1
NON UEMOA	66 042,8	64 460,4	27 177,3	12,9	5,6
Ghana	745,1	1 399,4	524,6	0,3	0,1
Nigeria	41 721,2	28 206,0	4 904,5	5,7	1,0
Tchad	1 832,4	3 235,2	7 645,1	0,6	1,6
Afrique du Sud	1 846,8	3 035,2	414,7	0,6	0,1
Gabon	211,4	2 658,6	115,2	0,5	0,0
Autres	19 686,0	25 926,0	13 573,3	5,2	2,8
AMERIQUE	13 520,1	9 895,0	5 444,8	2,0	1,1
USA	13 165,1	9 156,3	4 678,0	1,8	1,0
Canada	297,2	34,7	36,6	0,0	0,0
Brésil	9,8	27,9	3,0	0,0	0,0
Colombie	2,4	14,7	4,0	0,0	0,0
Autres	45,6	661,4	723,2	0,1	0,1
Non classés ailleurs	1 232,7	237,8	559,8	0,0	0,1
TOTAL (statistiques officielles)	528 034,5	498 378,6	485 791,1	100,0	100,0

Source : INSAE (Septembre 2021)

Annexe 6.4 : Répartition géographique des exportations ajustées

Régions	2018	2019	2020	2019	2020
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
ASIE	373 184,6	338 753,4	345 172,5	18,9	20,1
Chine	40 666,4	36 786,6	32 240,6	2,1	1,9
Taiwan	4,3	0,0	1,0	0,0	0,0
Vietnam	52 741,4	51 728,2	14 698,1	2,9	0,9
Pakistan	816,8	174,6	5 522,2	0,0	0,3
Indonésie	2 217,9	692,9	400,1	0,0	0,0
Bangladesh	119 842,5	134 143,7	187 114,8	7,5	10,9
Thaïlande	208,3	444,4	520,0	0,0	0,0
Inde	96 044,9	70 702,7	57 674,7	3,9	3,4
Malaisie	24 979,3	14 710,5	22 915,4	0,8	1,3
Singapour	12 878,7	9 394,7	1 871,6	0,5	0,1
Autres	22 784,1	19 975,1	22 214,0	1,1	1,3
EUROPE	39 181,6	44 178,7	63 556,2	2,5	3,7
Union Européenne	33 390,6	32 360,9	38 307,4	1,8	2,2
Belgique	5 223,3	2 727,0	2 071,2	0,2	0,1
France	1 836,7	1 812,1	3 260,2	0,1	0,2
Allemagne	1 021,2	1 079,7	5 294,1	0,1	0,3
Espagne	345,7	941,9	491,3	0,1	0,0
Portugal	1 477,0	962,2	197,2	0,1	0,0
Pays bas	2 575,9	5 487,6	6 339,3	0,3	0,4
Italie	399,5	393,3	300,8	0,0	0,0
Danemark	19 789,6	17 776,6	18 143,3	1,0	1,1
Autres	721,6	1 180,4	2 210,0	0,1	0,1
Non Union Européenne	5 791,0	11 817,8	25 248,8	0,7	1,5
Norvège	0,0	0,0	2 105,2	0,0	0,1
Suisse	1 428,3	492,6	1,4	0,0	0,0
Autres	4 362,7	11 325,2	23 142,1	0,6	1,3
AFRIQUE	1 431 067,7	1 397 272,7	1 305 176,9	78,0	75,9
UEMOA	161 721,5	142 357,8	103 945,5	7,9	6,0
Burkina	6 560,9	13 469,2	19 675,6	0,8	1,1
Côte d'Ivoire	9 137,8	6 064,6	6 390,0	0,3	0,4
Mali	40 641,7	52 158,1	24 631,6	2,9	1,4
Niger	31 903,7	52 971,6	35 858,5	3,0	2,1
Sénégal	1 826,7	707,9	1 112,1	0,0	0,1
Togo	8 676,1	16 845,7	16 198,6	0,9	0,9
NON UEMOA	1 269 346,2	1 254 914,9	1 201 231,4	70,1	69,8
Ghana	745,1	1 399,4	524,6	0,1	0,0
Nigeria	1 245 024,6	1 218 660,5	1 178 958,5	68,0	68,5
Gabon	1 832,4	3 235,2	7 645,1	0,2	0,4
Tchad	1 846,8	3 035,2	414,7	0,2	0,0
Afrique du Sud	211,4	2 658,6	115,2	0,1	0,0
Autres	19 686,0	25 926,0	13 573,3	1,4	0,8
AMERIQUE	13 520,1	9 895,0	5 444,8	0,6	0,3
USA	13 165,1	9 156,3	4 678,0	0,5	0,3
Canada	297,2	34,7	36,6	0,0	0,0
Brésil	9,8	27,9	3,0	0,0	0,0
Colombie	2,4	14,7	4,0	0,0	0,0
Autres	45,6	661,4	723,2	0,0	0,0
Non classés ailleurs	634,5	845,5	1 137,5	0,0	0,1
TOTAL	1 857 588,7	1 790 945,3	1 720 487,8	100,0	100,0

Source : INSAE (Septembre 2021)

Annexe 7 : Evolution des importations en 2020

Annexe 7.1 : Evolution des importations de biens ajustées (base CAF) par grands groupes de produits

(en millions de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020
Produits alimentaires	969 009,4	873 758,7	649,647.3	470,274.9
Autres biens de consommation	124 875,3	83 163,2	163,739.0	177,044.8
Biens intermédiaires	139 497,5	221 539,8	269772.3	240156.9
Produits énergétiques	307 116,3	335 633,9	341288.8	284573.1
Biens d'équipement	218 508,5	240 413,2	270406.3	268183.7
Autres biens non classés ailleurs	10 822,0	69 286,6	18 740,5	65 315,3
Total statistiques officielles	1 769 829,0	1 823 795,4	1 713 594,2	1 505 548,7
Ajustement de champ	401 684,2	610 979,6	596 327,9	536 183,4
<i>Commerce non enregistré</i>	401 684,2	610 979,6	596 327,9	536 183,4
IMPORTATIONS TOTALES CAF	2 171 513,2	2 434 775,0	2 309 922,1	2 041 732,1
PIB à prix courants	7 375 302,2	7 922 004,1	8 432 247,5	9 008 810,4
IMPORTATIONS CAF / PIB (%)	29,4	30,7	27,4	22,7

Sources : INSAE-BCEAO (Octobre 2021)

Annexe 7.2 : Evolution des importations de biens (base CAF) par grands groupes de produits

(en millions de FCFA)

POSTES	Quantité (tonnes)		Variation (%)	Valeurs en millions de FCFA		Variation (%)	Part en 2020 (%)
	2019	2020		2019	2020		
PRODUITS ALIMENTAIRES	2 406 838,5	1 596 583,8	-33,7	649 647,3	470 274,9	-27,6	31,2
Céréales	1 562 876,3	910 304,6	-41,8	341 204,3	229 119,1	-32,8	15,2
<i>dont Riz</i>	1 530 496,8	878 001,5	-42,6	335 400,9	224 130,3	-33,2	14,9
Sucres et sucreries	149 476,0	117 470,6	-21,4	29 672,9	20 424,6	-31,2	1,4
Boissons et tabacs	27 100,3	34 255,4	26,4	8 226,9	10 543,3	28,2	0,7
Autres produits alimentaires	667 385,8	534 553,2	-19,9	270 543,2	210 188,0	-22,3	14,0
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	281 980,7	285 788,2	1,4	163 739,0	177 044,8	8,1	11,8
BIENS INTERMEDIAIRES	1 575 600,5	664 759,6	-57,8	269 772,3	240 156,9	-11,0	16,0
Produits chimiques	439 243,1	361 925,4	-17,6	131 277,3	121 803,9	-7,2	8,1
Coton et articles en coton	9 876,0	13 096,0	32,6	12 288,7	11 916,7	-3,0	0,8
Autres biens intermédiaires	1 126 481,4	289 738,2	-74,3	126 206,3	106 436,3	-15,7	7,1
PRODUITS ENERGETIQUES	954 086,1	987 296,2	3,5	341 288,8	284 573,1	-16,6	18,9
Produits pétroliers	828 088,7	905 968,2	9,4	251 074,3	225 484,7	-10,2	15,0
Energie électrique	0,0	0,0	0,0	82 414,8	55 176,3	-33,1	3,7
Autres produits énergétiques	125 997,4	81 327,9	-35,5	7 799,7	3 912,1	-49,8	0,3
BIENS D'EQUIPEMENT	155 190,9	162 446,6	4,7	270 406,3	268 183,7	-0,8	17,8
Machines et appareils	53 757,6	56 962,0	6,0	146 313,1	143 745,9	-1,8	9,5
Matériels de transport	101 433,4	105 484,6	4,0	124 093,2	124 437,9	0,3	8,3
AUTRES BIENS NON CLASSES AILLEURS	76 648,4	985 189,8	1 185,3	18 740,4	65 315,2	248,5	4,3
TOTAL (statistiques off. CAF)	5 450 345,1	4 682 064,1	-14,1	1 713 594,2	1 505 548,7	-12,1	100,0

Source : INSAE (Septembre 2021)

Annexe 7.3 : Répartition géographique des importations (officielles + non contrôlées)

Régions	2018	2019	2020	2019	2020
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
ASIE	872 002,9	732 146,2	589 052,5	31,7	28,9
Chine	144 555,7	190 070,9	168 780,7	8,2	8,3
Taïwan	460,9	556,5	2 144,9	0,0	0,1
Vietnam	1 690,0	4 448,0	3 668,6	0,2	0,2
Pakistan	19 639,6	19 943,2	15 187,9	0,9	0,7
Indonésie	41 490,5	21 861,4	8 995,2	0,9	0,4
Bangladesh	95,1	96,8	99,5	0,0	0,0
Thaïlande	190 961,2	92 541,9	43 223,2	4,0	2,1
Inde	218 916,2	233 984,6	171 601,8	10,1	8,4
Malaisie	55 155,9	19 988,5	18 166,1	0,9	0,9
Singapour	13 946,2	7 601,4	25 867,7	0,3	1,3
Autres	185 091,7	141 052,9	131 316,9	6,1	6,4
EUROPE	489 458,4	463 124,6	520 459,1	20,0	25,5
Union Européenne	398 625,2	383 784,2	413 536,7	16,6	20,3
Belgique	74 213,0	64 846,5	94 588,9	2,8	4,6
France	136 581,9	150 111,2	153 296,7	6,5	7,5
Allemagne	21 068,0	24 195,1	21 928,5	1,0	1,1
Espagne	30 770,1	23 159,1	25 232,1	1,0	1,2
Portugal	2 732,4	2 381,3	7 039,9	0,1	0,3
Pays bas	59 361,6	44 846,0	27 496,7	1,9	1,3
Italie	17 101,3	14 916,7	20 982,9	0,6	1,0
Danemark	17 898,9	5 088,6	8 836,7	0,2	0,4
Autres	38 897,9	54 239,7	54 134,5	2,3	2,7
Non Union Européenne	90 833,2	79 340,4	106 922,4	3,4	5,2
Norvège	14 228,4	8 026,5	9 319,1	0,3	0,5
Suisse	13 979,5	5 959,0	20 219,2	0,3	1,0
Autres	62 625,3	65 354,9	77 384,2	2,8	3,8
AFRIQUE	972 897,4	1 009 636,4	845 070,2	43,7	41,4
UEMOA	239 391,4	207 028,4	221 282,2	9,0	10,8
Burkina	2 818,5	2 889,9	3 506,8	0,1	0,2
Côte d'Ivoire	34 716,6	37 640,6	32 678,6	1,6	1,6
Mali	20 088,4	12 335,1	11 984,3	0,5	0,6
Niger	15 162,9	15 376,6	17 611,9	0,7	0,9
Sénégal	12 062,0	15 471,8	11 725,6	0,7	0,6
Togo	154 521,3	123 229,2	143 277,4	5,3	7,0
NON UEMOA	733 506,0	802 608,0	623 788,0	34,7	30,6
Ghana	16 169,3	25 283,4	21 239,4	1,1	1,0
Nigeria	605 637,4	652 205,8	526 278,7	28,2	25,8
Gabon	0,5	0,4	26,4	0,0	0,0
Tchad	16 402,1	7 412,5	13 415,0	0,3	0,7
Afrique du Sud	763,0	270,4	114,3	0,0	0,0
Autres	94 533,8	117 435,4	62 714,2	5,1	3,1
AMERIQUE	97 621,2	99 349,3	86 623,4	4,3	4,2
USA	49 136,0	41 582,8	51 246,1	1,8	2,5
Canada	3 035,4	3 423,0	2 435,8	0,1	0,1
Brésil	40 629,2	24 632,3	28 919,1	1,1	1,4
Colombie	3,0	395,3	60,3	0,0	0,0
Autres	4 817,6	29 315,8	3 962,1	1,3	0,2
Non classés ailleurs	2 795,0	5 665,5	527,0	0,2	0,0
TOTAL	2 434 775,0	2 309 922,1	2 041 732,1	100,0	100,0

Sources : INSAE-BCEAO (Septembre 2021)

Annexe 8 : Ventilation géographique de la Position Extérieure Globale du Bénin en 2020

(en millions de FCFA)

Postes	Autres Pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
Stock d'actifs financiers	2 199 755,6	156 273,8	877 199,4	3 233 228,7
Investissements directs	148 532,8	78 740,2	61 788,6	289 061,6
Investissements de portefeuille	1 448 870,0	15 286,6	984,7	1 465 141,2
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	368 262,8	62 247,0	196 474,5	626 984,4
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	37 695,2	11 571,0	18 166,0	67 432,2
Prêts	318 288,0	491,0	23 657,5	342 436,5
Régime d'assurance, de pension et de garantie	115,0	5,4	15,2	135,6
Crédits commerciaux	5 378,6	50 131,8	154 499,0	210 009,4
Autres comptes à payer/à recevoir	6 786,0	47,8	136,9	6 970,7
Avoirs de réserves	234 090,0	0,0	617 951,6	852 041,6
Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	222 404,3	222 404,3
Position de réserve au FMI	0,0	0,0	5 173,6	5 173,6
Autres avoirs de réserve	234 090,0	0,0	390 373,7	624 463,7
Stocks de passifs financiers	1 608 382,4	1 183 433,3	3 415 640,8	6 207 456,5
Investissements directs	251 661,0	654 097,4	927 077,9	1 832 836,3
Investissements de portefeuille	490 329,4	198 886,1	130 154,2	819 369,8
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	866 392,0	330 449,8	2 358 408,7	3 555 250,4
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	260 428,4	33 428,0	63 437,0	357 293,4
Prêts	322 732,7	287 840,7	2 212 717,3	2 823 290,7
Régime d'assurance, de pension et de garantie	47,8	5,2	19,7	72,7
Crédits commerciaux	25 566,2	8 152,9	36 238,8	69 957,9
Autres comptes à payer/à recevoir	257 616,9	1 023,0	49,5	258 689,4
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	45 946,4	45 946,4
Position extérieure globale nette (A) - (B)	591 373,2	-1 027 159,5	-2 538 441,4	-2 974 227,7

Source : BCEAO (Octobre 2021)

Annexe 9 : Composition de la dette extérieure brute totale du Bénin

(en millions de FCFA)

	2017	2018	2019				2020				Proportion ** (%)	Poids dans la dette totale** (%)
			Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4		
Administrations publiques	2 013 584,6	2 231 991,5	2 644 693,3	2 686 304,6	2 640 155,9	2 556 087,6	2 811 524,7	3 071 141,9	3 199 655,8	3 382 139,8	100,0	60,8
Court terme	101 316,0	106 290,0	102 923,0	114 089,0	30 231,0	9 892,0	0,0	83 449,0	138 044,0	5 044,0	2,5	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titres de créance	101 316,0	106 290,0	102 923,0	114 089,0	30 231,0	9 892,0	0,0	83 449,0	138 044,0	5 044,0	2,5	
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Long terme	1 912 268,6	2 125 701,5	2 541 770,3	2 572 215,6	2 609 924,9	2 546 195,6	2 811 524,7	2 987 692,9	3 061 611,8	3 377 095,8	97,5	
Droits de tirage spéciaux (allocations)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titres de créance	452 648,5	396 475,0	719 044,5	726 170,3	695 906,0	634 916,2	744 851,9	810 587,7	819 923,7	801 094,7	25,0	
Prêts	1 459 620,1	1 729 226,5	1 822 725,8	1 846 045,3	1 914 018,9	1 911 279,4	2 066 672,7	2 177 105,2	2 241 688,1	2 576 001,1	72,5	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Banque centrale	144 297,9	60 254,6	105 152,0	76 958,0	141 363,1	179 478,9	249 366,0	274 587,5	317 998,7	332 441,9	100,0	4,2
Court terme	98 208,9	13 128,6	48 899,7	15 921,5	90 430,9	132 314,6	198 310,6	226 145,1	257 857,6	286 495,5	72,7	
Numéraire et dépôts	7 139,7	6 601,2	6 103,3	10 668,3	11 536,9	20 275,8	24 039,6	30 449,2	14 800,0	30 104,7	8,6	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	91 069,2	6 527,3	42 796,4	5 253,2	78 894,0	112 038,9	174 271,0	195 695,8	243 057,5	256 390,8	64,1	
Long terme	46 089,0	47 126,0	56 252,3	61 036,5	50 932,2	47 164,3	51 055,4	48 442,5	60 141,1	45 946,4	27,3	
Droits de tirage spéciaux (allocations)	46 087,1	47 126,0	47 956,9	47 412,7	47 164,3	47 164,3	47 164,3	47 680,2	46 660,0	45 946,4	25,0	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	1,9	0,0	8 295,4	13 623,8	3 767,9	0,0	3 891,1	762,3	13 481,1	0,0	2,3	
Institutions de dépôts, à l'exclusion de la banque centrale	548 541,8	404 386,0	368 251,0	393 932,0	306 248,0	364 158,0	374 606,0	344 628,0	352 332,0	305 463,0	100,0	8,4

	2017	2018	2019				2020				Proportion ** (%)	Poids dans la dette totale** (%)
			Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4		
Court terme	469 668,8	318 919,0	247 924,0	259 280,0	207 180,0	272 179,0	265 335,0	249 530,0	264 633,0	255 976,0	74,7	
Numéraire et dépôts	268 605,8	248 026,0	179 865,0	192 903,0	163 534,0	155 378,0	169 081,0	147 650,0	155 339,0	173 002,0	49,3	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Prêts	161 220,0	70 070,0	67 218,0	65 504,0	42 695,0	85 079,0	95 362,0	101 001,0	108 423,0	82 833,0	23,4	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	39 843,0	823,0	841,0	873,0	951,0	31 722,0	892,0	879,0	871,0	141,0	2,1	
Long terme	78 873,0	85 467,0	120 327,0	134 652,0	99 068,0	91 979,0	109 271,0	95 098,0	87 699,0	49 487,0	25,3	
Numéraire et dépôts	0,0	32 983,0	45 431,0	53 580,0	39 651,0	52 247,0	34 734,0	33 855,0	31 095,0	33 728,0	9,5	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Prêts	78 872,0	52 468,0	74 886,0	81 056,0	59 406,0	39 732,0	74 537,0	61 243,0	56 604,0	15 759,0	15,8	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	1,0	16,0	10,0	16,0	11,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres secteurs	135 148,7	49 570,9	353 419,2	561 411,8	189 847,6	173 079,7	211 167,2	375 709,6	91 759,6	224 699,8	100,0	5,3
Court terme	2 898,5	21 236,6	252 817,9	486 594,8	179 353,6	11 541,0	158 263,5	307 610,9	52 778,2	24 882,5	63,3	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 843,8	0,1	
Prêts	2 264,7	10 371,7	85 830,2	249 406,0	114 184,4	5 454,0	49 623,7	39 512,6	33 734,0	848,7	25,0	
Crédits commerciaux et avances	566,9	9 696,9	166 987,7	237 188,9	65 169,2	5 744,9	108 639,8	268 098,3	19 044,2	21 384,7	38,1	
Autres passifs sous forme de dette	67,0	1 168,1	0,0	0,0	0,0	342,1	0,0	0,0	0,0	805,4	0,1	
Long terme	132 250,2	28 334,3	100 601,3	74 816,9	10 494,0	161 538,7	52 903,7	68 098,7	38 981,4	199 817,3	36,7	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titres de créance	9,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 970,3	0,1	
Prêts	76 940,1	14 055,6	82 047,1	47 351,5	3 253,0	150 965,1	40 832,6	38 310,0	36 865,4	147 849,0	27,0	
Crédits commerciaux et avances	55 236,6	14 278,7	18 554,2	27 465,4	7 241,0	5 465,5	12 071,1	29 788,7	2 116,0	48 573,2	9,3	
Autres passifs sous forme de dette	64,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5 108,0	0,0	0,0	0,0	1 424,9	0,3	
Investissements directs : prêts interentreprises	680 825,5	958 784,1	960 701,8	963 003,0	965 304,2	1 025 957,8	967 449,9	969 623,3	971 796,6	1 078 239,0	100,0	21,3
Passifs sous forme de dette des entreprises d'investissement direct envers les investisseurs directs	677 217,4	933 399,0	960 509,6	962 810,4	965 111,1	1 023 650,8	967 256,4	969 429,3	971 602,3	1 071 262,5	99,6	

	2017	2018	2019				2020				Proportion ** (%)	Poids dans la dette totale** (%)
			Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4		
Passifs sous forme de dette des investisseurs directs envers les entreprises d'investissement direct	0,0	35,6	0,0	0,0	0,0	2 307,0	0,0	0,0	0,0	4 452,0	0,1	
Passifs sous forme de dette entre entreprises sœurs	3 608,1	25 349,5	192,1	192,6	193,1	0,0	193,5	193,9	194,4	2 524,5	0,3	
Encours de la dette extérieure brute	3 522 398,5	3 704 986,9	4 432 217,3	4 681 609,3	4 242 918,8	4 298 761,9	4 614 113,7	5 035 690,3	4 933 542,6	5 322 983,5		
PIB	7 375 302,2	7 922 004,1				8 432 247,5				9 008 810,0		
Dette intérieure de l'Administration publique	1 019 956,3	1 112 723,9				702 108,3				789 253,3		
Encours de la dette extérieure en % du PIB	47,8	46,8				51,0				59,1		
Encours de la dette publique extérieure en % du PIB	27,3	28,2				30,3				37,5		
Encours de la dette publique intérieure en % du PIB	13,8	14,0				8,3				8,8		

Source : BCEAO (Octobre 2021) ** Moyenne sur la période 2017-2020



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int